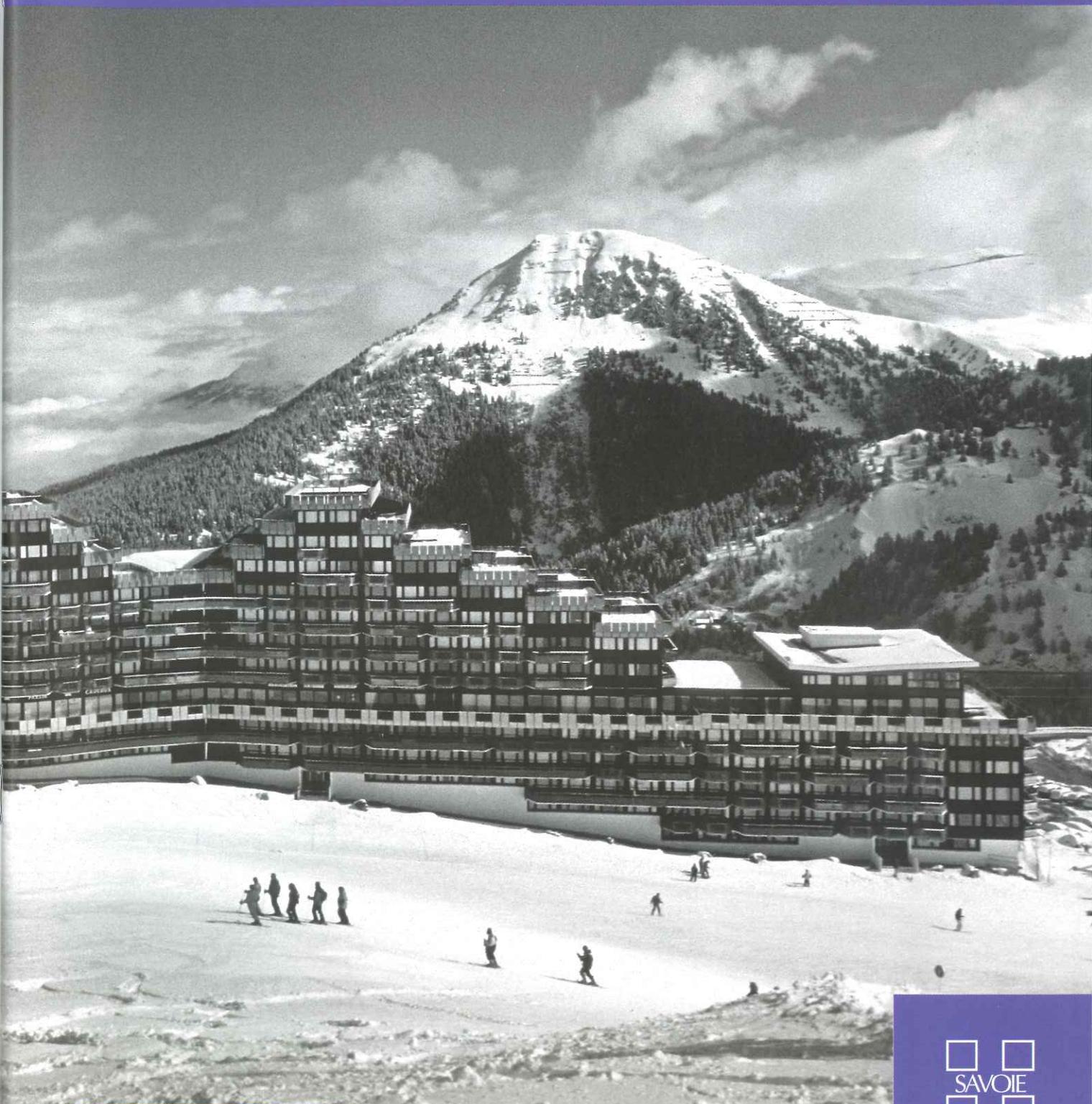


La rubrique

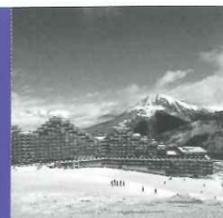
DES PATRIMOINES *de Savoie*



éditorial

La Rubrique 28

Conseil général de la Savoie
Conservation départementale du Patrimoine
Hôtel du département, BP 1802
73018 Chambéry cedex
Tél. (00-33-4) 04 79 70 63 60
Fax (00-33-4) 04 79 70 63 01
E-mail cdp@cg73.fr



Aime 2000, le « paquebot des neiges », une référence à l'architecture moderne et fonctionnelle, conçue par Michel Bezançon selon le programme des « unités d'habitation » de Le Corbusier, « une machine qui facilite la vie de l'Homme », 1968-1975, maîtrise d'ouvrage SECIM. Station de sports d'hiver de La Plagne, Label patrimoine du XX^e siècle. Fonds Pascal Lemaître, Conseil général de la Savoie.

Directeur de la publication
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SAVOIE

Rédacteur en chef
PHILIPPE RAFFAELLI

Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées
JEAN LUQUET, Directeur

Conservation départementale du patrimoine de la Savoie
FRANÇOISE BALLETT, conservateur en chef du patrimoine
PHILIPPE RAFFAELLI, conservateur du patrimoine
JEAN-FRANÇOIS LAURENCEAU, attaché de conservation
SANDRINE VUILLERMET, assistante qualifiée de conservation
VINCIANE NÉEL, assistante de conservation
LAURENCE CONIL-ROGISSART, rédacteur
ODILE REBOUILLAT, rédacteur
CATHERINE BOULOUFFÉ, secrétaire

Crédit photographique
Pascal Lemaître (couverture)
Fabrice Rumillat, Muséobar - Modane,
Denis Guers (Réseau Empreintes 74),
J. Phalippou/L'Hybride création, V. Mancini (CG 74),
Conservation départementale du patrimoine (pages 3 à 5)
Jean-François Laurenceau (CDP, CG 73) (pages 6 et 7)
Vinciane Mouronvalle Chareille (CG 74) (page 8)
Fondation Facim (page 9)
Laurent Colin (Koala), Ville d'Albertville, Lycée Jean Moulin,
Jean-François Laurenceau (CDP, CG 73) (pages 10 et 11)
Parc national de la Vanoise (pages 12 et 13)
Jean-François Laurenceau (CDP, CG 73),
Sandrine Thermes-Boisset (pages 14 et 15)
Cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain (pages 16 à 19)
CAUE de la Savoie (pages 20 et 21)
Jocelyn Laidebeur (SDAHS, CG 74) (page 22)
Joël Serralongue (SDAHS, CG 74) (page 23)
Laurent D'Agostino (Hadès), Christophe Guffond (SDAHS, CG 74),
Jocelyn Laidebeur (SDAHS, CG 74) (pages 24 et 25)
Eva Chauvin-Desfleures (Hadès),
Laurent D'Agostino (Hadès) (pages 26 et 27)
Pascal Lemaître, Jean Biageaud (pages 28 et 29)
Maison des Jeux olympiques d'hiver, Albertville (pages 30 et 31)
Yannick Milleret (CDP, CG 73) (pages 32 à 34)

La rubrique des patrimoines de Savoie est téléchargeable sur www.cg73.fr

Réalisation le cécero
Dépôt légal 4^e trimestre 2011
Tirage 2800 exemplaires
ISSN 1288-1635

CONSEIL GÉNÉRAL

Dans ce second numéro de la Rubrique des patrimoines pour l'année 2011, chacun pourra une nouvelle fois découvrir ou approfondir tel ou tel thème de l'incroyable diversité des patrimoines des Pays de Savoie. Mais ce numéro se propose aussi en filigrane d'illustrer combien l'innovation et l'initiative sont à l'œuvre dans ces matières, loin de l'image figée dans le passé.

Les acteurs institutionnels du patrimoine proposent de nouveaux chemins de connaissance à explorer : le Parc national de la Vanoise, avec la valorisation de l'ancienne route du sel, la Fondation Facim qui nous invite à un regard littéraire sur les territoires de montagne, les services départementaux de la conservation du patrimoine enfin, ceux de Savoie avec le guide des onze itinéraires remarquables, ceux de Haute-Savoie avec les conférences du vendredi sur les collections départementales. Pour le patrimoine contemporain, l'inventaire des archives de l'architecte Michel Bezançon, à l'occasion des cinquante ans de La Plagne, montre les enjeux d'un site en pleine transformation historique. De manière symétrique, le CAUE de la Savoie projette le village d'Arvillard dans l'ère post-carbone. À travers ses collections, la Maison des Jeux olympiques d'hiver s'interroge sur les « traces du futur ». Toujours dans la recherche contemporaine, l'inventaire du patrimoine hydraulique met en exergue le patrimoine thermal oublié de l'Avant-pays savoyard quand la Cinémathèque des Pays de Savoie évoque, avec le projet européen Archivalp, la mémoire immatérielle et filmée. Trois articles montrent enfin comment l'archéologie est le territoire de découvertes permanentes même là où on croyait tout savoir avec les exemples de l'église d'Yvoire, du château des Allinges ou encore du château de Clermont.

Le point commun de ces expériences semble être le haut degré de professionnalisme des intervenants, la technicité mise au service d'un patrimoine en mutation permanente. C'est pourquoi, en écho aux articles thématiques de La rubrique, la question de l'animation et de l'accueil des visiteurs des sites historiques reste un sujet majeur.

Dans les villes et pays d'art et d'histoire des Pays de Savoie, conformément aux conventions qui servent de cadre à ces labels contrôlés par la DRAC Rhône-Alpes, les guides-conférenciers proposent des visites répondant à des critères de qualité élevés, définis au plan national. L'ensemble des sites du patrimoine historique tire un bénéfice considérable en termes d'image de marque et d'attractivité de l'action des guides-conférenciers : citons par exemple le travail des guides de la Ville d'art et d'histoire de Chambéry ou encore les nombreux circuits proposés par la Fondation Facim pour le Pays d'art et d'histoire des Hautes vallées de Savoie.

ont collaboré à ce numéro ■ Stéphanie ANGE, assistante de documentation, Cinémathèque des Pays de Savoie, 04 50 23 51 09, stephanie.ange@letelepherique.org ■ Françoise BALLETT, Parc national de la Vanoise, 04 79 20 41 71, marie-pierre.bazan@parcnational-vanoise.fr ■ Sandrine BILLET, chargée de mission, Conservation départementale du patrimoine de la Savoie, sandrine.billet@cg73.fr ■ Sophie CARETTE, référente Patrimoine, château de Clermont, Direction des affaires culturelles, Service des collections, Conseil général de la Haute-Savoie, 04 50 51 96 39, sophie.carette@cg74.fr ■ Nadine CHABOUD, Service des Collections, Direction des Affaires Culturelles, Conseil général de la Haute-Savoie, 04 50 51 02 33, poste 237, nadine.chaboud@cg74.fr ■ Guillemette CLOUET, chargée de mission, Conservation départementale du patrimoine de la Savoie, guillemette.clouet@cg73.fr ■ Francine GLIERE, Archives départementales de la Savoie, 04 79 70 87 70, francine.gliere@cg73.fr ■ Claire GRANGE, directrice de la Maison des Jeux olympiques d'hiver, Albertville, 04 79 37 75 71, maisonjeuxolympiques@wanadoo.fr ■ Christophe GUFFOND, assistant de conservation, Service d'Archéologie, Conseil général de la Haute-Savoie, 04 50 51 96 40, christophe.guffond@cg74, avec le concours de Maud CHEVALIER ■ Jocelyn LAIDEBEUR, Service archéologique, Direction des affaires culturelles, Conseil général de la Haute-Savoie, jocelyn.laidebeur@cg74.fr ■ Bruno LUGAZ, directeur du CAUE de la Savoie, 04 79 60 75 50, caue.savoie@libertysurf.fr ■ Yannick MILLERET, chargé de mission, patrimoine hydraulique et thermal, Conservation départementale du patrimoine, yannick.milleret@cg73.fr ■ Laurence MILLERS, responsable du Service patrimoine, Ville d'Albertville, 04 79 37 86 86, laurence.millers@albertville.fr ■ Vinciane NÉEL ■ Philippe RAFFAELLI ■ Joël SERRALONGUE, chef du Service archéologique, Direction des affaires culturelles, Conseil général de la Haute-Savoie, joel.serralongue@cg74.fr ■ Sandrine THERMES-BOISSET, Université Pierre Mendès-France, Grenoble, sthermesboisset@bbox.fr ■ Marion VALLEE, responsable pôle vie littéraire et éditions, Fondation Facim, 04 79 60 59 00, marion.vallee@fondation-facim.fr ■ Sandrine VUILLERMET

De leur côté, beaucoup de responsables de sites ont souhaité bénéficier de guides spécialisés pour mettre en valeur le patrimoine de proximité. En les regroupant, l'association des Guides du patrimoine des Pays de Savoie (GPPS) a permis de mettre en place des formations et des critères de sélection efficaces. Ainsi près de 120 guides, dont la présence est indispensable sur tous les territoires, assurent un accueil touristique et culturel à la hauteur de ce que représente le patrimoine des Pays de Savoie.

Sur un autre plan, les fonctions de guide du patrimoine contribuent à la pluriactivité dans un domaine d'autant plus intéressant qu'il est fortement diversifié en saisonnalité et en localisation géographique. L'équilibre ainsi trouvé est menacé par deux facteurs contradictoires. D'un côté, l'État a souhaité transférer vers les formations universitaires de niveau Master la formation des guides-conférenciers. La pertinence du haut niveau de connaissance et de qualification qui est ainsi reconnu n'est pas en cause, mais l'ouverture de ces formations à une validation des acquis d'expérience pour les guides déjà en fonction semble encore bien limitée. La capacité de ces nouvelles filières à répondre à la demande et aux attentes des guides demande à faire l'objet d'un suivi attentif. D'un autre côté, les offices de tourisme, astreints à des objectifs très compréhensibles d'équilibre des comptes et confrontés à une forte demande, ont trop souvent tendance à s'adjoindre les services de vacataires locaux dont l'enthousiasme et l'amour du patrimoine ne compensent pas toujours l'inexpérience et le manque de connaissance. Alors que la demande liée au tourisme culturel n'a jamais été aussi importante en Pays de Savoie, le paradoxe serait de ne pas dégager de solution pertinente capable de répondre à la demande de nos visiteurs en quantité mais aussi en qualité.

Guides-conférenciers de la Fondation Facim et guides du patrimoine des GPPS ont donc fait le constat d'intérêts convergents pour la défense d'une qualité et d'une diversité d'offre en matière de visites du patrimoine. Ils ont décidé de mettre en place, avec l'appui des services départementaux, une concertation permanente pour promouvoir auprès de leurs interlocuteurs de l'État et des collectivités des solutions adaptées. Gageons que le public et nos partenaires, dans les collectivités ou dans les organismes de promotion touristique, ne s'y tromperont pas et reconnaîtront l'effort de sélection et de formation, la recherche systématique de la qualité, le respect du patrimoine authentique et de la tradition montagnarde d'accueil des visiteurs.

Le Président de l'Assemblée des Pays de Savoie
Le Président du Conseil général de la Savoie

Alcotra

programme de coopération transfrontalière entre la France et l'Italie

Alcotra 2007-2013 est le quatrième programme transfrontalier de coopération entre l'Italie et la France. Il a pour objectif d'améliorer la qualité de la vie des populations et le développement durable des systèmes économiques et territoriaux, par des échanges professionnels et des projets communs dans les domaines du social, de l'économie, de l'environnement et de la culture. Pour ce dernier volet, le Conseil général de la Savoie est partenaire de trois projets Alcotra depuis 2009 : le *Petit-Saint-Bernard*, *Patrimoines en Chemin* et *Traditions Actuelles*, pilotés par la Conservation départementale du patrimoine. Ces deux derniers arrivant à leur terme, voici un retour sur les actions menées.

Trois lettres d'information, *Le défi du patrimoine alpin*, ont été éditées depuis septembre 2010 et présentent au public l'ensemble des actions des partenaires des projets *Patrimoines en chemin* et *Traditions actuelles*. À consulter sur le site www.culture74.fr

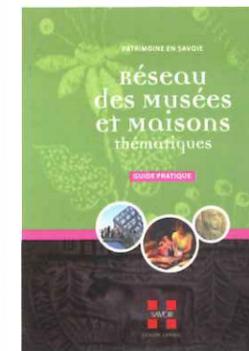
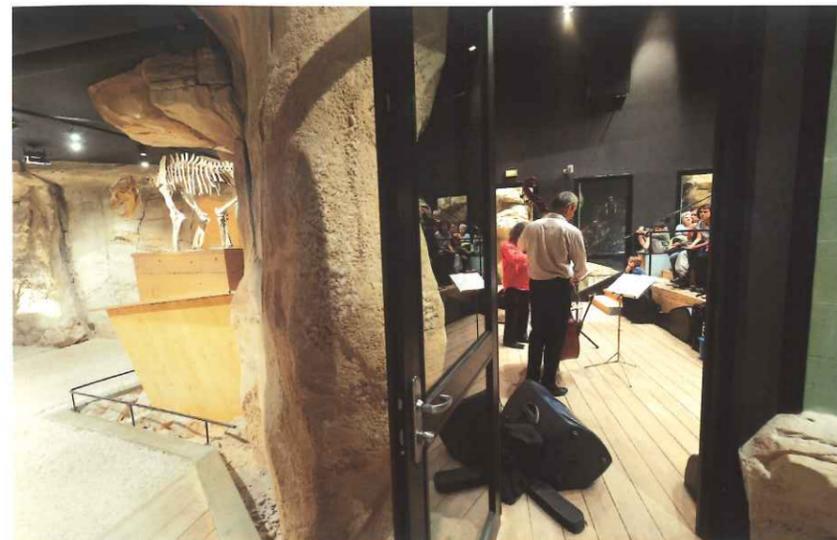
Patrimoines en chemin

Comme évoqué dans les précédents numéros de La rubrique, le projet *Patrimoines en Chemin* vise à aménager, mettre en réseau et animer des parcours et des lieux de découverte pour tous les publics. Il associe la Région Autonome de la Vallée d'Aoste, le Réseau Empreintes 74, l'Écomusée Paysalpe, et le Conseil général de la Savoie.

Actualités en Savoie

un été en musique pour le Réseau des Musées et Maisons thématiques

Le projet *Patrimoines en Chemin* a donné la possibilité au Réseau des musées et maisons thématiques de Savoie, d'initier des animations musicales tout au long de l'été dernier, pour animer les sites et créer des rendez-vous avec le public. Au départ, les membres du réseau ont souhaité s'ouvrir au monde de la musique et ont eu l'envie, également, de rencontrer de nouveaux acteurs culturels.



Le nouveau guide pratique du réseau.

Rendez-vous musical au Musée de l'ours des cavernes avec le trio de musique tzigane Yenti, le 19 juillet 2011, à Entremont-le-Vieux.

ACTUALITÉS PATRIMOINES

Ambiance festive à l'entrée du Muséobar avec le New parade jazz band, le 9 juillet 2011, à Modane.



ACTUALITÉS PATRIMOINES

auront permis aux musées et aux spectateurs de voyager au gré de sonorités très variées.

Au-delà du projet européen, le réseau souhaite faire perdurer ces rencontres musicales, en initiant de nouveaux projets avec les écoles de musique savoyardes. Ceux-ci pourraient mobiliser, cette fois, les compétences pédagogiques des artistes-enseignants et les talents musicaux de leurs jeunes élèves.

Cette initiative reste ouverte à d'autres structures haut-savoyardes ou valdôtaines qui pourraient être intéressées, afin de poursuivre davantage le travail de mise en réseau des acteurs culturels, initié par les projets *Traditions Actuelles* et *Patrimoines en Chemin*.

Les publications

Pendant ces trois années, les actions menées ont donné lieu à l'édition de plusieurs publications de la collection *Patrimoine en Savoie*.

Le guide du Réseau des Musées et Maisons thématiques regroupe l'offre des vingt musées du réseau départemental et inclut le *Pass'Musées*, qui permet de bénéficier de tarifs réduits pour visiter les sites.

Les Itinéraires Remarquables, une collection de onze dépliants et leur guide.



◆ Des musées à visiter, des patrimoines à découvrir... avec vos élèves. Ce document à destination des enseignants regroupe l'offre pédagogique des musées du réseau avec des indications pratiques pour concevoir un projet adapté aux attentes des scolaires. Des fiches présentant l'offre de sites sont consultables en ligne sur www.cg74.fr.

◆ Archéologie en Savoie. Ce dépliant réunit les musées qui conservent les objets mis au jour suite à des fouilles et présentent les sites archéologiques accessibles à la visite.

◆ Onze Itinéraires Remarquables. Pour chacun, un dépliant illustré présente aux visiteurs les sites et personnages célèbres à découvrir au fil du parcours ; des dispositifs de signalétique culturelle et routière les enrichissent.

◆ Le Guide des Itinéraires Remarquables Sites, Monuments et Personnages célèbres, a fait peau neuve et vient clore ce projet. Il permet de retrouver dans une présentation de qualité, d'itinéraire en itinéraire, une synthèse de sites remarquables et de personnages célèbres de la Savoie, agrémentée de clefs d'interprétation, de focus et de coups de cœur, pour tous les publics.

Les actions transfrontalières Les « guide-ânes » du Réseau Empreintes... après la formation, l'information

Ce terme, bien réel, désigne un petit ouvrage élémentaire qui contient des règles propres à exercer un art, une profession, et c'est bien ainsi que cette collection a été conçue. Médiation d'un site culturel, patrimoine et développement durable, mise en exposition, collecte et conservation du patrimoine immatériel, tourisme et patrimoine... chaque guide synthétise et prolonge les cinq journées professionnelles et s'adresse aux participants mais plus largement à tous les professionnels du patrimoine, quel que soit leur métier, leur âge ou leur expérience. Depuis leur édition, ils sont très demandés et diffusés bien au-delà de l'arc alpin, ce qui atteste de leur attractivité et de leur qualité. Vous pouvez les demander au Réseau Empreintes 74 ou les télécharger à partir du site :

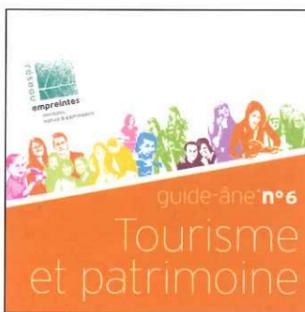
www.reseau-empreintes.com

À venir, une publication transfrontalière pour les jeunes visiteurs (6-12 ans)

Ce guide original, prendra la forme d'un livre de contes illustré, pour emmener les enfants et leur famille à la découverte de sites transfrontaliers qui proposent une palette d'activités et de parcours en autonomie.

Traditions actuelles

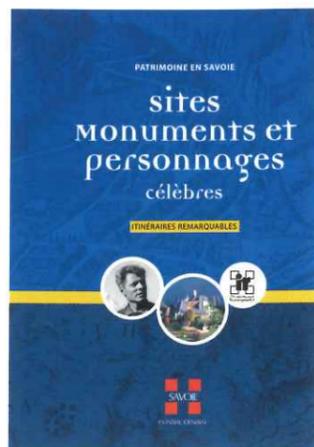
Le projet *Traditions Actuelles*, porté en partenariat par le Conseil général de la Haute-Savoie (chef de file), la Région autonome de la Vallée d'Aoste, le Conseil général de la Savoie et l'écomusée Paysalp, a pour ambition de fédérer les professionnels et les acteurs de la culture autour du patrimoine culturel alpin. En effet, il apparaît nécessaire d'élaborer entre partenaires culturels une méthodologie de travail pour l'organisation et la gestion de projet de sauvegarde et de valorisation de ce patrimoine à l'échelle transfrontalière.



À l'Espace Alu, formation transfrontalière « Patrimoine & tourisme », du 25 au 27 mai 2011, Saint-Michel-de-Maurienne.



Les nouveaux documents destinés aux enseignants et au public.



Les sites et collections valorisés dans le cadre du projet Traditions Actuelles

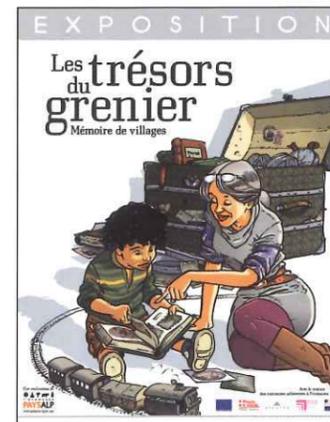
- ◆ Château de Clermont (Clermont-en-Genevois, Conseil général de la Haute-Savoie).
- ◆ Collection Lacroix (musée de Fessy, Conseil général de la Haute-Savoie).
- ◆ Collection Jacquier (Conservatoire d'Art et d'Histoire, Annecy, Conseil général de la Haute-Savoie).
- ◆ Collection Hermann (écomusée Paysalp, Conseil général de la Haute-Savoie).
- ◆ Le réseau Patrimoines et Territoires (Paysalp).
- ◆ La maison de la mémoire (Paysalp).
- ◆ Écomusée Walser (Haute vallée du Lys, Région Autonome de la Vallée d'Aoste).
- ◆ Écomusée du sabot (Ayas, Région Autonome de la Vallée d'Aoste).
- ◆ Musée de l'artisanat valdotaïn (Fénis, Région Autonome de la Vallée d'Aoste).
- ◆ Laiteries de Plan-d'Introd et de Villes-Dessus (Introd, Région Autonome de la Vallée d'Aoste).
- ◆ Parc d'animation (Rhêmes-Saint-Georges, Région Autonome de la Vallée d'Aoste).
- ◆ Projet du centre d'interprétation des gravures rupestres (commune d'Aussois, Conservation départementale du patrimoine, Conseil général de la Savoie).

Étude pour la réalisation d'un centre d'interprétation de l'art rupestre de Savoie

Ce patrimoine archéologique protohistorique méritait d'être mieux connu du public et la commune d'Aussois, sur le territoire de laquelle se trouvent des sites très riches, a souhaité les valoriser dans un des bâtiments de la barrière des forts sardes de l'Esseillon, un des quatre « Grands sites » animé par le Conseil général de la Savoie.

Le cabinet *Les Maîtres du Rêve* a été retenu, avec pour mission de définir un projet réaliste, bien dimensionné et attractif. Après avoir analysé les ressources muséographiques existantes, l'étude a porté sur l'expertise des lieux d'implantation potentiels. Le Fort Marie-Christine, au vu de critères pratiques et financiers, présente les atouts les plus sérieux : une activité permanente de gîte et de restaurant permettant une mutualisation d'une partie de l'exploitation, la proximité du village, une accessibilité toutes saisons, une fréquentation préexistante du lieu « porte » du

« Les Trésors du grenier » une exposition de l'écomusée PAYSALP qui circule dans les communes qui ont participé au don de mémoire. Consultation des disponibilités 2012, périodes et lieux de circulation sur <http://www.memoire-alpine.com/agenda-paysalp.php>

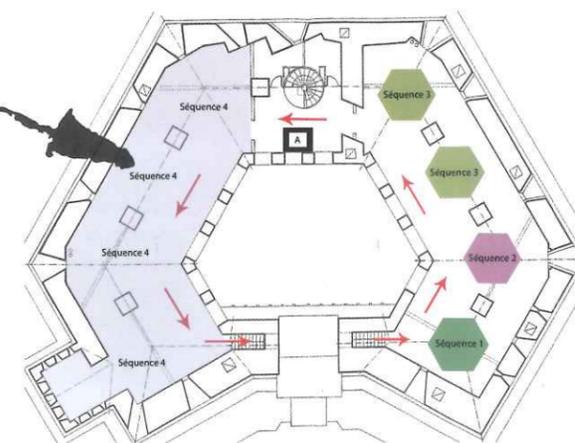


Parc national de la Vanoise... Une fois ce choix effectué, un scénario a été élaboré depuis le hall du grand escalier jusque dans les vastes combles dans lesquels prendrait place le centre d'interprétation. Une première partie dans l'aile est, composée de trois séquences successives convierait le visiteur à découvrir le site dans lequel il se trouve, puis à une première rencontre avec l'univers des roches gravées, et une « rêverie » autour du répertoire iconographique par la mise en scène des signes (agrandissements projetés sur parois par exemple). L'aile ouest, proposerait un approfondissement du sujet au gré de plusieurs îlots thématiques abordant les aspects scientifiques : contextes géologique, archéologique, géographique alpin, techniques d'exécution et études scientifiques des gravures.

Cette étude de faisabilité, traitée avec sensibilité par *Les Maîtres du Rêve* va maintenant permettre à la commune de se positionner pour envisager, selon les possibilités, de réaliser cet espace d'interprétation de l'art rupestre de Savoie qui viendra compléter le Parc archéologique des Lozes, ouvert à la visite en 2001.

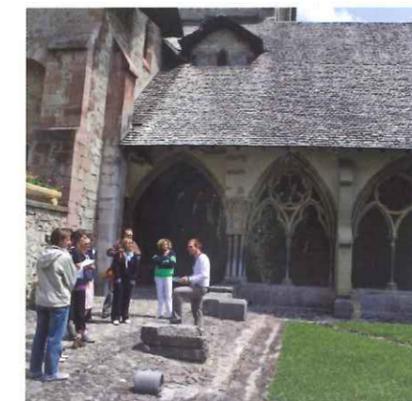


Le Fort Marie-Christine, Monument historique, porte du Parc national de la Vanoise, Aussois, lieu pressenti pour le Centre d'interprétation sur l'art rupestre.



Projet de scénario pour le Centre d'interprétation, Les Maîtres du Rêve, 2011.

Visite de l'Abbaye d'Abondance dans le cadre de l'atelier « Les professionnels de la médiation du patrimoine » lors des Rencontres transfrontalières, le 30 juin 2011.



Les actions transfrontalières les deuxièmes rencontres transfrontalières du patrimoine alpin

Le Conseil général de la Haute-Savoie a organisé les 29, 30 juin et 1^{er} juillet 2011, au château de Ripaille à Thonon-les-Bains, les deuxièmes rencontres transfrontalières du patrimoine alpin dont les actes seront publiés courant 2012 (enregistrement des journées de Ripaille disponibles sur www.culture74.fr). Ces trois journées ont fait écho au colloque de lancement des projets ayant eu lieu à Aymavilles en novembre 2009. Elles ont donné lieu à des échanges entre élus et professionnels sur la sauvegarde, la valorisation et la transmission du patrimoine alpin. Le Conseil général de la Savoie est sollicité pour organiser les 3^{es} rencontres transfrontalières sur le patrimoine alpin.

Riches de ces expériences de coopération transfrontalière, les porteurs de projets souhaitent poursuivre leurs échanges afin de relever toujours plus les défis de la connaissance du patrimoine alpin, notamment en insistant sur la sensibilisation des habitants et la formation des médiateurs, guides du patrimoine, bénévoles, associations...

Françoise Ballet, Sandrine Billet, Guillemette Clouet et Sandrine Vuillermet

«La Savoie», 1881

une terre cuite signée Jean Peguet,
sculpteur chambérien méconnu



COLLECTIONS
DÉPARTEMENTALES



Les collections départementales se sont récemment enrichies d'un buste allégorique de la Savoie représentant, dans un style réaliste, une femme, revêtue d'une coiffe résillée à double dentelle, d'un châle et portant en pendentif une croix enrubannée et nouée par un cœur en cabochon, caractéristiques du costume populaire savoyard dont le type s'idéalise à cette époque. Cette terre cuite, intitulée « La Savoie », signée « Jean Peguet » et datée de « 1881 » (inv. 2011-5-1), est l'une des rares œuvres encore conservées de ce sculpteur et graveur sur médailles chambérien, actif dans le dernier tiers du XIX^e siècle, dont la production est restée confidentielle et peu documentée. Ce buste de femme acquis sur le marché de l'art en 2011 avait été exposé à la Foire des Antiquaires de Chambéry en 1984.

Jean Peguet (Chambéry 19 mars 1841 – 19 novembre 1908) était le fils d'Antoine Peguet, boulanger à Chambéry et d'Euphrosine Carraz, ménagère, né et domicilié à Chambéry, il resta célibataire (cf. État civil, ADS de la Savoie). Ce sculpteur autodidacte s'inscrit dans le courant académique de l'École française, très en vogue, après le rattachement de la Savoie à la France, dans les années 1870-1910, qui s'exprima en particulier dans la statuaire commémorative et monumentale chambérienne.

Le faible nombre de ces œuvres encore existantes ou simplement mentionnées ne permet que d'esquisser une modeste biographie artistique et une chronologie succincte de son œuvre.

On lui doit la statuette d'une Vierge à l'Enfant avec deux vases fleuris, une terre-cuite, signée et datée « Peguet 1868 », destinée au tympan du portail de l'église priorale de Saint-Jeoire-Prieuré. Jusqu'à cette récente acquisition départementale par le Conseil général de la Savoie, sa seule œuvre entrée dans les collections publiques – un don des héritiers de Mme Bonjean au musée en 1915 – était une sculpture allégorique d'un médicament célèbre en son temps, « L'ergotine de J. Bonjean ». Cette terre-cuite signée et datée « J. Peguet à Chambéry – 1872 » portant sur son socle l'inscription « ERGOTINE », réalisée à la commande pour Joseph Bonjean (1801-1896), doyen de l'Académie de Savoie, pharmacien-chimiste, lauréat de la Société de pharmacie de Paris en 1840, médaille d'or pour sa découverte sur la toxicologie de l'ergot du seigle – traitement de la maladie du feu de Saint-Antoine – et concepteur de « l'ergotine » (n° 104 du catalogue Aubert Jean, Dumas Pierre, « Sculptures :

XI^e-XX^e siècles, collections des musées de Chambéry », 1983, p. 61). D'autres œuvres sont simplement mentionnées comme un buste d'A. Berthet (né en 1812), sans doute une autre terre-cuite, par « Jean Peguet, à Chambéry – 1874 » (ancienne collection Burdin) et surtout dans le catalogue des objets envoyés à l'Exposition universelle de Paris en 1878, un « Lallet, dit le Loup de Montagnole, terre-cuite-16-CLASSE 3. Sculptures et gravures sur médailles PEGUET Jean, de Chambéry » dont nous avons la description grâce à sa notice :

« Moitié bûcheron, moitié braconnier ou contrebandier, Lallet est un type bien connu à Chambéry. Ses habitudes indépendantes, son costume bizarre et déguenillé, sa figure bronzée par le soleil, éclairée par deux yeux gris et perçants, ornée d'une barbe que jamais sans doute le ciseau ne toucha, composent un ensemble de modèle qui a dû tenter un artiste et dont M. Peguet a tiré excellent parti. Fort comme un taureau, vêtu de la peau d'un loup qu'un beau jour il tua d'un coup de poing, Lallet, arc-bouté sur ses jarrets puissants, soulève sur ses robustes épaules un tronc d'arbre qui ferait plier deux hommes. Les mouvements sont bien rendus, l'ossature ressort convenablement, la figure exprime bien l'effort fait par le reste du corps, les muscles, raidis et saillants, sont vivants. L'envoi de M. Peguet, artiste qui s'est formé en quelque sorte lui-même, est de nature à solliciter toute la bienveillante attention du Jury ».

Ce Lallet de Montagnole était par ailleurs une figure locale bien connue dont s'était emparée l'iconographie chambérienne de l'époque, notamment la photographie.

La reconnaissance du talent du sculpteur sera confirmée par la commande *ad memoriam* d'un « Buste du cardinal Alexis Billiet, archevêque de Chambéry » par l'Académie de Savoie en hommage à l'un de ses membres fondateurs, une des grandes personnalités savoyardes (1783-1873) du siècle : « Désirant concourir à l'allègement des désastres qui ont récemment affligé notre ville, l'Académie décide qu'elle offrira un lot en faveur des inondés, dont le tirage est fixé au 27 février courant. Elle délègue à cette fin deux de ses membres, pour traiter avec un artiste de notre ville, très distingué dans l'art du modelage, M. Peguet, rue de Lans. Ce dernier a pris l'engagement d'exécuter un buste en terre-cuite, représentant Monseigneur le cardinal-archevêque Alexis Billiet. Espérons qu'il sortira de ses mains une œuvre digne de l'Académie et digne aussi de l'éminent personnage dont le souvenir est dans tous les cœurs » (in M.A.S., Séance du 4 février 1875). Ce buste serait aujourd'hui conservé dans une collection particulière (ancienne collection Girard). Il existe un petit buste non signé de M^{re} Billiet exposé dans la salle de réception de l'Académie de Savoie.



« La Savoie, Jean Peguet, 1881 »,
inv. 2011-5-1, collections
départementales, Conseil
général de la Savoie.

Jean Peguet est également mentionné comme restaurateur occasionnel de sculptures. Il se chargea ainsi de la restauration des statues de saint Pierre et de saint Paul de l'église Saint-Géraud-d'Aquitaine, à Saint-Girod (statues provenant de la chapelle des Princes de l'abbaye d'Hautecombe et classées Monuments historiques en 1952) qui avaient été mutilées : «... La rubrique ordonnant d'enfourer au cimetière les vieilles statues qui ne pouvaient plus être placées comme ornement dans l'église, je pris le parti de les faire restaurer et, à cet effet, je fis venir à St-Girod le statuaire Jean PEGUET de Chambéry qui se chargea du travail. Il resta à la cure pendant douze jours à cinq frs par jour sans compter la nourriture et le logement. Avec du plâtre de Paris, il parvint à réparer ce qui avait d'abord paru irréparable et comme le temps et le séjour dans la cave avait formé une croûte sur la pierre, il fut convenu qu'on les passerait en couleur cendrée et au vernis copal. S'il prenait jamais fantaisie à un successeur de vouloir substituer cette couleur à quelque chose qui flatte davantage l'œil de l'observateur, il se rappellera ces détails que j'ai transcrits ici en toute simplicité. La dépense totale de cette restauration s'est élevée à cent quatorze frs. Le sieur PEGUET m'a affirmé que les

deux statues qui paraissent remonter à 250 ou 300 ans ont une valeur comme antiquité plutôt que comme objet d'art. Telles qu'elles sont aujourd'hui, il les estime à 400 francs. J'ai la confiance qu'ayant arraché des limbes et fait ressusciter le portier du paradis et son glorieux compagnon St-Paul le portelumière de la Foi, ils me recevront un jour à l'entrée du Ciel. St-Girod le 19 novembre 1878. / Signé : Anthelme GERBELOT Curé de Saint-Girod » (copie faite le 11 janvier 1944 prise sur le registre paroissial de 1876 », sic).

Dans une délibération municipale datée du 11 février 1878, est mentionnée une demande de Jean Peguet pour ouvrir une grande fenêtre dans son atelier situé dans l'ancien pavillon d'octroi de la Place Porte-Reine à Chambéry et installer une vitrine pour exposer ses œuvres.

Une maquette de concours signée de Jean Peguet pour le monument du Centenaire de la première Annexion de Nice et de la Savoie à la France érigé en 1892 est également mentionnée dans « Le Patriote savoisien », des 10 mai et 23 octobre 1891. Elle fut exposée en vitrine chez Janin mais malgré l'intervention de Joseph Bazin, marbrier-sculpteur chambérien, avec qui l'artiste s'était associé à cette

occasion, le projet de son groupe statuaire ne fut pas retenu ; ce sera la statue de la fameuse « Sasson » du sculpteur Alexandre Falguière (1831-1900) et le monument de l'architecte Pujol qui seront en définitive choisis par la Commission du Centenaire.

« M. Le Préfet donne connaissance d'une lettre que lui a adressées, le 20 avril dernier, M. Joseph Bazin, marbrier-sculpteur à Chambéry, et qui a été publiée par les journaux de cette ville. Cette lettre, qui tend à démontrer l'impossibilité de symboliser autrement que par un groupe l'idée que doit représenter le monument projeté, appelle l'attention sur une maquette modelée par M. Peguet, et signale en même temps un autre emplacement comme étant plus convenable que celui adopté pour l'érection du monument ». (Le Patriote savoisien, 1891)

« Que de vocations artistiques se cachaient à Chambéry, que le monument nous aura révélées ? Le groupe Bazin-Peguet, que chacun a pu contempler dans la vitrine de M. Janin, flanqué de deux poésies enthousiastes et en vers excessivement libres, nous aurait valu un joli succès aux incohérents ! » (Le Patriote savoisien, 1891)

Il semble qu'il ne soit rien resté de ce projet. L'atelier de l'artiste, avec toutes ses archives, ses ébauches et les œuvres qui y étaient conservées, a été très vraisemblablement dispersé après sa mort. Il reste à espérer que certaines de ses œuvres soient encore conservées dans des collections privées.

Philippe Raffaelli

Sources – documentation, dossiers Sculpture, Musée savoisien ; documentation, Conservation départementale des Antiquités et objets d'art de la Savoie ; n° 104 du catalogue Aubert Jean, Dumas Pierre, « Sculptures : XI^e-XX^e siècles, collections des musées de Chambéry », 1983, p. 61).



« Ergotine, J. Peguet à Chambéry – 1872 »,
catal. Sculptures : XI^e-XX^e, n° 104, catalogue
des collections du musée de Chambéry, 1983,
don des héritiers de M^{me} Bonjean, 1915.

découvertes sans réserve

permission de sortie pour les collections
du patrimoine de la Haute-Savoie



COLLECTIONS
DÉPARTEMENTALES

La conférence du 25 novembre 2011 présentée par Christophe Guffond, archéologue du service archéologique départemental de Haute-Savoie, portait sur « le clou » de la Chartreuse de Mélan.



Pratique

Les rencontres se déroulent le dernier vendredi du mois ou le dernier vendredi avant les vacances scolaires au Conservatoire d'Art et d'Histoire, 18 avenue de Trésum à Annecy de 12h30 à 13h30. Les conférences sont ouvertes à tous et gratuites, le parking le plus proche est situé en face de l'ancien Hôpital et non payant de 12 à 14 heures.

Pour tous renseignements

et recevoir régulièrement les invitations
tél. 04 50 51 02 33, poste 237
ou nadine.chaboud@cg74.fr

Découvertes sans réserve

Initiées en mars 2011, les *Découvertes sans réserve*, cycle de conférences données par les collaborateurs de la Direction des Affaires Culturelles et de l'Office d'Action Culturelle, sont devenues un rendez-vous évident avec le patrimoine du Conseil général de la Haute-Savoie.

Leur création est née du constat que les collections conservées dans les « réserves » du Conservatoire d'Art et d'Histoire suscitaient à la fois fascination et incompréhension de la part du public. Fascination car ce sont des œuvres et des objets qui restent au secret, laissant prise à l'imagination. Incompréhension car les administrés du Département ne savent pas toujours pourquoi ils n'y ont pas plus souvent accès. C'est ainsi que Cécile Dupré, Conservatrice du Patrimoine, a eu l'idée de sortir un tableau de la Collection Chastel, une « nature morte » de Heda, de sa caisse de conservation et de le présenter aux agents du Conseil général. Plusieurs collaborateurs lui ont emboîté le pas et ainsi le « banc de sabotier » de la collection Lacroix, un « panorama » d'Alphonse Dousseau et une étude sur l'hydro-électricité ont fait l'objet d'une petite conférence.

Le but de cette action est surtout de montrer et de placer l'œuvre au milieu du public. Pas de scénographie ni de présentation sophistiquée, le contact est presque physique, charnel. Il n'est en aucun cas question de donner des explications extrêmement pointues sur l'objet, encore moins une étude scientifique. Le propos du conférencier d'un jour est d'expliquer son métier, sa relation avec l'objet, le monument, le document audio, le manuscrit, et pourquoi il a choisi d'exposer cet élément particulier des collections départementales.

Après la trêve estivale, la saison 2011-2012 a repris son rythme, avec une présentation de la mémoire orale au cours de laquelle les auditeurs ont pu entendre des extraits d'entretien entre Madame Morel, veuve du héros des Glières, et Marina Guichard-Croset, responsable du service Mémoire et Citoyenneté. Le public s'élargit. Constitué au départ de quelques collaborateurs venus écouter leurs collègues, il s'est étendu depuis aux personnels des collectivités territoriales, aux organisations locales, aux actifs d'Annecy et de son agglomération qui, pour un jour, troquent leur pause méridienne habituelle pour une visite originale au Conservatoire d'Art et d'Histoire.

Nadine Chaboud



Les rendez-vous mensuels avec les « Découvertes sans réserve » se déroulent au sein du Conservatoire d'Art et d'Histoire. Ce bâtiment, construit dès 1688 pour accueillir le Grand Séminaire d'Annecy, a été acquis en 1973 par le Conseil général de la Haute-Savoie. Il abrite aujourd'hui la Direction des affaires culturelles et les collections départementales.

les éditions de la Fondation Facim des liens pour l'avenir

Forte d'une quarantaine de livres publiés à ce jour, La Fondation Facim, installée à Chambéry, propose depuis 1994 des livres originaux, en lien avec ses propositions de découverte culturelle du patrimoine et son travail de fond autour de l'avenir de la montagne alpine.

Montagne

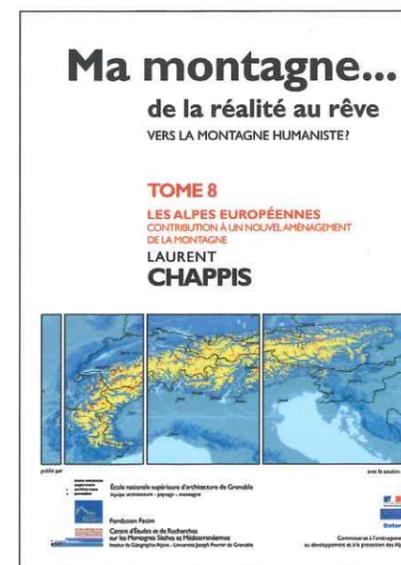
La collection « *Des Montagnes et des Hommes* » regroupe des ouvrages sur la montagne sans équivalent dans le paysage éditorial actuel. Elle s'attache à mieux faire connaître des figures savoyardes de l'aménagement de la montagne, passionnées autant que méconnues : architectes, urbanistes, hommes politiques (Georges Cumin, Pierre Montaz) et propose de découvrir les techniques qui ont transformé la montagne au XX^e siècle (câble pour les remontées mécaniques, barrages...).

On y trouve aussi les actes des conférences internationales « Cimes » sur le devenir de la montagne régulièrement organisées par la Fondation Facim sur des thèmes comme « *Construire dans la pente ?* » ou « *La montagne, avenir de tous les possibles ?* », dont la dernière manifestation s'est déroulée le 8 décembre 2011 à Chambéry.

Enfin, la Fondation Facim s'attache depuis 2002 à faire connaître la pensée humaniste du grand architecte et urbaniste Laurent Chappis, grâce à la microédition des 8 tomes de son travail unique de prospective à l'échelle des Alpes européennes, accompagné d'une cartographie originale.

Littérature

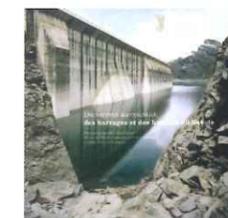
À découvrir aussi, la collection « *Territoires littéraires* » qui invite, elle, à cheminer en compagnie des écrivains de premier plan invités aux Rencontres littéraires de la Fondation Facim. Ceux-ci créent à cette occasion un texte unique, inspiré par le paysage : ainsi Valère Novarina et sa *Loterie Pierrot* chablaisienne, John Berger avec *Le Blaireau et le roi*. Depuis 2009, c'est le beau format rouge « *Paysages écrits* », coédité avec Créaphis, qui accueille les



textes de Georges-Arthur Goldschmidt, Maryline Desbiolles ou Fabrice Melquiot. Plusieurs « Cahiers littéraires » ont également été publiés : rencontre avec Mario Rigoni Stern, autour de figures littéraires telles George Sand, Roger Frison-Roche, Hubert Beuve-Méry, Jean Paulhan...

Patrimoine

La collection de beaux livres « *Regards sur le patrimoine* » invite le lecteur à renouveler son point de vue sur le patrimoine historique ou industriel, grâce à l'intervention d'artistes contemporains de dimension nationale et internationale. Des premiers livres publiés par la Fondation sur les *Chemins du Baroque* en Savoie, devenus ouvrages de référence, l'aventure se poursuit aujourd'hui avec des beaux livres comme *Nice et Savoie, un regard contemporain* qui revisitait en 2010 les lieux emblématiques donnés à voir en 1860 dans le fameux ouvrage historique *Nice et Savoie*. Les photographies du livre *Du Torrent au courant, des barrages et des hommes en Savoie*, publié récemment, renouvellent complètement l'approche des barrages hydroélectriques en Savoie, avec aussi des portraits sensibles des témoins de cette grande épopée.

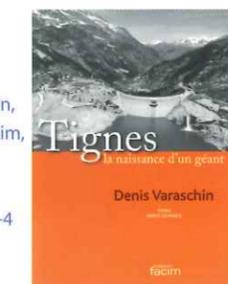


PAYS D'ART ET
D'HISTOIRE

Tignes, la naissance d'un géant

Le livre de Denis Varaschin, *Tignes, la naissance d'un géant* paraît le 12 décembre 2011 dans une nouvelle édition enrichie. Trop longtemps indisponible, il s'agit du seul ouvrage exhaustif consacré à l'un des éléments les plus significatifs du patrimoine industriel savoyard, le barrage de Tignes. Richelement documenté et illustré, le livre offre une vision historique, technique et sociale qui est susceptible d'intéresser les amateurs d'histoire et de technique, et plus largement tout citoyen désireux d'avoir des éléments fiables et complets pour aborder sereinement un pan important de l'histoire savoyarde.

Tignes, la naissance d'un géant de Denis Varaschin, éd. Fondation Facim, 240 p., 25 €, ISBN 979-10-90671-03-4



Pour en savoir plus...

Retrouvez la présentation détaillée des ouvrages sur www.fondation-facim.fr. Les livres des éditions de la Fondation Facim sont disponibles dans toutes les bonnes librairies ou par correspondance auprès de la Fondation (rens. 04 79 60 59 00).

actualité du Musée d'art et d'histoire d'Albertville



MUSÉES

Le Musée d'art et d'histoire d'Albertville et la commune de Thénésol, un partenariat de longue date

En 1953, la commune de Thénésol a déposé deux statues au Musée. La première représente saint Christophe portant l'Enfant Jésus, la seconde saint Jacques le Majeur. Ces deux statues proviennent de la chapelle Saint-Jacob.

Des conventions, conclues en 2010 et 2011, précisent les modalités du dépôt entre la commune de Thénésol et la Ville d'Albertville, dont dépend le Musée. Si les élus de Thénésol ont fait le choix de confier les statues au musée pour une durée de 50 ans renouvelable, c'est principalement pour leur garantir de meilleures conditions de conservation et une plus grande visibilité.

En effet, les Thénésolains sont particulièrement attachés à ce patrimoine, comme en témoigne leur forte participation à la souscription pour la restauration de la statue de saint Jacques.



Statue de saint Christophe portant l'Enfant Jésus. Musée d'art et d'histoire d'Albertville. Dépôt de la commune de Thénésol.



Statue de saint Jacques, fissure ouverte côté senestre, avant travaux de conservation-restauration

La municipalité de Thénésol, désireuse de contribuer à la connaissance et à la valorisation de ce patrimoine, a participé au financement des études sur la statue. Elle a également accepté de collaborer au parcours pédagogique proposé en 2010-2011 par le Musée aux Secondes Patrimoine du Lycée Jean Moulin d'Albertville. Chargés fictivement de la conservation de la statue de Saint-Christophe, les élèves ont mené un travail de recherche qui les a conduits à rencontrer partenaires et professionnels du patrimoine. Ils ont notamment été accueillis à Thénésol par Pierre Dumoulin-Minguet, maire, et Bernard Sylvestre, premier adjoint, pour une visite de la chapelle Saint-Jacob et un échange très fructueux autour des notions de dépôt, de conservation et de restauration.

La statue de Saint Jacques de Thénésol

La statue de saint Jacques le Majeur déposée au Musée d'art et d'histoire par la commune de Thénésol présente un intérêt majeur, voire exceptionnel. Une étude¹ réalisée en 2011 vient éclairer notre connaissance de cette œuvre datée vraisemblablement du XV^e siècle.

La statue, en bois polychromé et marouffé, représente le saint portant à la fois les attributs du pèlerin (panetière et chapeau ornés d'une coquille, bourdon aujourd'hui manquant) et ceux de l'apôtre

(barbe et cheveux ondulés, longue tunique, bible). Cette caractéristique permet de la situer dans une période de transition (du XIII^e siècle à la fin du XV^e siècle) où les artistes passent d'une représentation du saint en apôtre à une représentation en pèlerin. Le saint Jacques de Thénésol montre cependant quelques particularités iconographiques comme son chapeau, arrondi à bords relevés sur les côtés, un large cœur sur le buste, qu'on ne retrouve, à notre connaissance, que sur une statue conservée à la cathédrale de Clermont-Ferrand².

L'œuvre a été taillée dans une bille de bois de saule. Son revers est évidé, à l'exception de la tête, sculptée quasiment en ronde-bosse. Une petite cavité visible au sommet du crâne suggère que la sculpture aurait été fixée sur un établi et réalisée à l'horizontale, technique en cours aux XV^e et XVI^e siècles.

La disproportion de la tête du personnage par rapport au reste de son corps peut s'expliquer soit par la maladresse du sculpteur soit par la volonté de corriger l'effet de perspective provoqué par un positionnement de l'œuvre en hauteur. Cette deuxième hypothèse, la plus réaliste compte tenu de la qualité artistique de l'œuvre, est confirmée par la présence d'une couche picturale sous la tunique, laquelle n'est visible que si l'on se situe en

contre-plongée. Enfin, les pieds de la statue ne peuvent lui permettre de se tenir debout, non pas seulement en raison de leur altération mais aussi parce que l'œuvre a été conçue pour être emboîtée dans un ensemble tel qu'un retable.

L'observation et les analyses ont montré que l'œuvre ne présente qu'une seule couche picturale, qui pourrait donc être la couche d'origine et dater de la fin du Moyen-Âge. Une dorure au bol d'Arménie recouvre les trois-quarts de la surface de l'objet. Elle est ponctuellement accompagnée de rehauts peints : bordeaux pour figurer la barbe et les cheveux, vert pour les motifs végétaux de la Bible. Les couches avec pigments, moins nombreuses que la dorure, peuvent également recevoir des rehauts peints : ainsi, les doigts sont soulignés par un trait sombre formant une ombre, comme pour accentuer le volume déjà existant.

Le support présente un état matériel plutôt satisfaisant, à l'exception d'une attaque par des insectes xylophages et d'une fissure courant du haut du crâne jusque sous le menton. En revanche, la polychromie apparaît lacunaire sur plus du tiers de la surface et n'adhère plus au support.

Cette statue pourrait être le trésor jacquaire le plus ancien du département. Elle présente un intérêt d'autant plus grand que les témoignages d'art sacré de la fin du Moyen-Âge restent rares en Savoie face à la profusion des œuvres de la période baroque. De même, si l'art sacré populaire est bien représenté, il n'en va pas de même des objets réalisés par des artistes spécialisés.



[à droite] Chapelle Saint-Jacob, Thénésol. [ci-dessous] La Maison Rouge, musée d'art et d'histoire d'Albertville-Conflans.



Restauration

de la statue de saint Jacques

La statue reposait dans les réserves du Musée d'art et d'histoire depuis plusieurs années quand, en 2007, l'Association Rhône-Alpes des Amis de saint Jacques a plaidé pour sa restauration et sa valorisation.

Les élus d'Albertville, tout comme le personnel du Musée, ont toujours été convaincus de la nécessité de procéder à la restauration de l'objet et à sa présentation au sein de l'exposition permanente du musée. Cependant, le coût estimé pour le traitement de la statue (plus de 8000 € TTC) constituait un obstacle.

La Ville, après avoir financé la désinsectisation et 95 % des études, a donc lancé une souscription en partenariat avec la Fondation du Patrimoine et l'Association des Amis de saint Jacques. Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au printemps 2012, contribuera au financement des opérations de conservation (refixage de la polychromie et du marouflage, nettoyage) et de restauration (comblement de la fissure du visage, remise à niveau des lacunes), préalable à la présentation de l'œuvre au sein du parcours « art sacré » du Musée d'art et d'histoire.

Pour faire un don

ou pour tous renseignements
04 79 37 86 86.

Notes

1. Étude technique et de polychromie réalisée par Sylvestre Legendre, ARC-Nucléart, septembre 2011.
2. Humbert Jacomet, in *Saint Jacques et la France*, 2003.

Statue de saint Jacques le Majeur, XV^e siècle, Musée d'art et d'histoire d'Albertville. Dépôt de la commune de Thénésol.



L'histoire de la Maison Rouge et du musée

Tout commença par un anniversaire : celui de la ville d'Albertville, le centième. En cet été 1936, la Maison Rouge, campée au cœur de la Cité de Conflans, reçut dans l'une de ses grandes salles une exposition sur l'art et les traditions locales. Le futur Musée d'art et d'histoire était né, au cœur de cette majestueuse demeure, construite à la fin du XIV^e siècle, qui a abrité tour à tour notables, nobles, religieuses, militaires et vieillards de l'hospice.

Il accueille aujourd'hui le Service Patrimoine de la Ville d'Albertville et surtout près de 6 000 visiteurs par an. À présent, la totalité des salles est aménagée pour exposer ou conserver les milliers d'objets qui constituent les collections du Musée et invitent les visiteurs à découvrir l'histoire d'Albertville et du territoire savoyard, l'art religieux, le mobilier, les savoir-faire liés aux matériaux que sont la terre, le métal, le bois, le textile... Seuls 500 d'entre eux sont présentés à l'année, les autres attendant, en réserve, de soutenir le discours des expositions temporaires, d'être restaurés, ou bien encore d'être étudiés pour pouvoir, à leur tour, raconter leur histoire.

Les objets exposés vous invitent à découvrir l'histoire d'Albertville, mais aussi celle d'une grande partie du territoire savoyard. Un territoire qui, à travers les siècles et même les millénaires, pourrait être séparé entre plaines et montagnes, vallées et alpages, la diversité des paysages s'accompagnant d'une diversité de costumes, de savoir-faire, de coutumes et d'histoires en général. Toutes ces histoires racontent deux grandes périodes : l'époque gallo-romaine à travers les objets archéologiques de la villa de Gilly-sur-Isère, et la période allant du XV^e au milieu du XX^e siècle.

- Maison Rouge classée au titre des Monuments historiques en 1904 et 1913.
- 1936 : ouverture du Musée.
- 1956 : la gestion du Musée passe de l'Association des Amis du Vieux Conflans à la Ville d'Albertville.
- 2002 : label Musées de France.
- Membre du réseau des Musées et Maisons thématiques (Conseil général de la Savoie).

Musée d'art et d'histoire d'Albertville

ouvert tous les jours sauf les 1^{er} janvier, 1^{er} mai, 24, 25 et 31 décembre.

Renseignements 04 79 37 86 86

la route du sel et des fromages dans le Parc national de la Vanoise



PATRIMOINE
REMARQUABLE

La route du sel et des fromages est un itinéraire muletier qui relie Pralognan-la-Vanoise à Termignon en passant par le col de la Vanoise.

Cet itinéraire de 27 km permet une communication directe entre les deux vallées de Tarentaise et de Maurienne.

C'est à partir du XII^e siècle que la route du sel prend une importance particulière, car elle prolonge la Via Francigena : « La route de France », route de trafic international qui s'impose comme un des axes principaux de franchissement des Alpes.

Cette route fixe définitivement son tracé par Termignon, reliant au plus court les deux « capitales » des ducs de Savoie : Chambéry et Turin.

Termignon est alors une ville-étape sur la route commerciale internationale du Mont-Cenis choyée par la Maison de Savoie.

Pendant des siècles, la route du sel et des fromages représentait le chemin le plus court et le plus sûr



Restauration du sentier des Barmettes,
Pralognan-la-Vanoise



Début de chantier au Villard, Termignon.

pour se rendre de Moûtiers à Turin, en franchissant le col du Mont-Cenis. La route du sel et des fromages se trouvait sur l'itinéraire commercial entre les foires de Lyon, Genève, Gênes, Venise, de Champagne et de Flandres.¹

Conscients de l'importance de ce patrimoine, les communes de Termignon, de Pralognan et le Parc national de la Vanoise se sont associés pour restaurer et mettre en valeur une partie de cette ancienne route qui s'est dégradée au fil du temps par érosion naturelle et manque d'entretien.

Pralognan : le sentier des Barmettes

Depuis 2004, la commune de Pralognan et le Parc national de la Vanoise œuvrent en commun pour réhabiliter la première portion de cet itinéraire côté Pralognan. Après des chantiers pilote en 2005 et l'intervention d'une entreprise en 2007, une session annuelle de stages formant les ouvriers du Parc national de la Vanoise sur les techniques traditionnelles d'entretien des sentiers s'est déroulée en 2009, sur le sentier des Barmettes. À l'issue d'une semaine de travail regroupant une douzaine d'ouvriers, les murs à double parement ont été remontés et les chaînes d'angles ont été reconstituées.



Fin de chantier au Villard, Termignon.



Le Villard et sa calade en 1906.

Pendant les étés 2010 et 2011, c'est grâce à un chantier de jeunes volontaires internationaux de l'association Concordia que la restauration du sentier s'est poursuivie, fruit d'un partenariat entre la commune, l'association Concordia et le Parc national de la Vanoise.

Termignon : la calade du hameau du Villard

Dans le but de restaurer la deuxième extrémité de la route du sel et des fromages en partenariat avec la commune de Termignon, le stage des ouvriers du Parc national de la Vanoise a porté en 2010 sur une partie de la calade du hameau du Villard, au départ de Termignon.

Cette calade est une portion d'une cinquantaine de mètres qui comporte 13 « pas-d'âne », c'est-à-dire des emmarchements dont l'espace est calculé en fonction de la longueur du pas d'un âne.

La première action a été l'enlèvement à la tronçonneuse de la végétation ligneuse (principalement des frênes) qui, par ses racines, a déchaussé les pierres du chemin et des murs de soutènement. Puis les ouvriers ont retrouvé le niveau et la largeur d'origine après déblayé les matériaux terreux qui comblaient le chemin. Après avoir trié les pierres issues du site, les murs ont été remontés. Le sol dégagé a révélé la calade d'origine.

Dans la continuité, le chantier s'est poursuivi en 2011 en traitant une vingtaine de mètres linéaires

supplémentaires de la même façon. L'initiative venant de la commune de Termignon, l'équipe était composée de trois encadrants de l'association « les Muraillers de Provence », d'un agent communal, de deux ouvriers du Parc national de la Vanoise. Les perspectives pour 2012 concernent la suite de la restauration de la calade du hameau du Villard, en envisageant un partenariat avec le lycée professionnel de la montagne de Saint-Michel-de-Maurienne, la commune de Termignon et le Parc

national de la Vanoise. Des actions de communications compléteront ces opérations de réhabilitation afin de faire connaître le riche passé de la route du sel et des fromages et des communes traversées.

Marie-Pierre Bazan

1. Source – France Harvois, *La route du sel et des fromages, étude pour sa restauration et sa mise en valeur.*



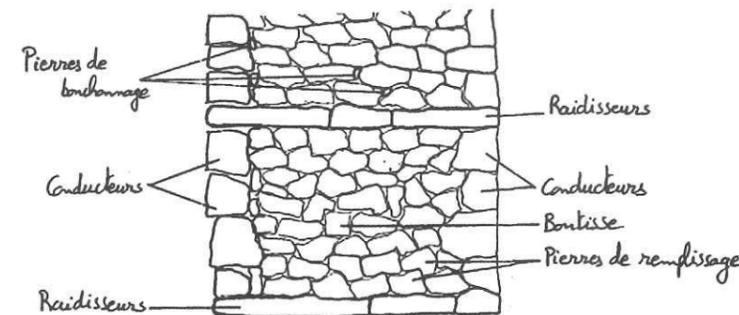
Le Villard. La calade après dégagement.

La calade

Ce terme vient d'un mot très ancien, *cal*, utilisé dans l'ensemble du monde indo-méditerranéen, qui signifiait pierre. On retrouve cette même racine dans les mots français caillou, calcaire, calanque.

La calade est un sol empierré, agencé par la main de l'homme, avec des pierres naturelles posées sur chant directement sur la terre, ou sur un mortier (terre + chaux, sable + chaux, sable + glaise).

Source ONF de Savoie, formation technique sur les calades pour le Parc national de la Vanoise.



Mur-type à double parement.

la Mise au tombeau de l'ancienne commanderie des Antonins de Chambéry

une œuvre de référence en cours d'étude



ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

L'importance historique et artistique de la Mise au tombeau en pierre abritée dans la crypte de l'église Saint-Pierre de Lémenc et la dégradation de son état général ont conduit les services chargés du patrimoine à faire entreprendre une étude portant sur l'état actuel de l'œuvre. L'évaluation de la nature et du degré des altérations subies par cet ensemble monumental conduira à proposer une intervention de conservation et/ou restauration du groupe sculpté. Cette Mise au tombeau constitue une œuvre de référence au sein de la production artistique savoyarde ; son étude et sa mise en valeur seront à même de fournir un jalon de premier ordre dans la recherche concernant la sculpture gothique issue de l'ancien duché de Savoie et permettront la mise en situation du groupe sculpté au sein de ce qui semble avoir constitué, au tournant des XV^e et XVI^e siècles, un foyer original de création dont le centre de gravité se situait à Chambéry et dans ses environs et pour lequel nous conservons un nombre important d'œuvres témoins.

Présentation de la Mise au tombeau dans la crypte au début du XX^e siècle (cliché documentation, Conservation des Antiquités et objets d'art de la Savoie).

C'est sur la base du compte rendu de la visite de l'église Saint-Antoine de Chambéry par l'abbé général de l'ordre des Antonins, Antoine Brunel de Grammont, en 1617¹ que la provenance de la Mise au tombeau conservée dans la crypte de l'église Saint-Pierre de Lémenc a pu être établie. Le document fournit un inventaire détaillé du mobilier conservé dans l'édifice et donne une description assez précise d'une Mise au tombeau présente dans la chapelle dite « du saint Sépulchre et de sainte Catherine » pour permettre de l'identifier assurément au groupe sculpté en pierre, visible à Lémenc. L'ensemble monumental fut sans doute transporté de Chambéry vers Lémenc entre la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle². La vente des bâtiments de la commanderie antonine de Chambéry avait été autorisée par décret royal en 1786 peu après que les biens et les archives de l'ordre aient été transmis aux chevaliers de Malte. L'église Saint-Antoine, désaffectée et désormais interdite au culte, fut reconvertie en entrepôt puis en bibliothèque publique après 1817. L'édifice fut finalement rasé entre 1862 et 1863 avec l'ensemble des bâtiments de l'ancienne commanderie pour laisser place à la construction de l'actuel Hôtel de Ville. Nous ne conservons aucune information concernant les conditions du transport et de l'installation de la Mise au tombeau dans l'église Saint-Pierre. Les figures à échelle humaine furent un temps entreposées dans la rotonde située à l'entrée de la crypte avant d'être déplacées dans le bas-côté nord de l'église infé-

rieure et enfin, installées à leur emplacement actuel, dans l'axe du chœur, au début des années 1970.

L'œuvre a subi d'importants dommages, les plus évidents concernant les manques et les arrachements qui marquent les visages ainsi que les mutilations des mains et des avant-bras des personnages. Plusieurs interventions de consolidation/conservation de l'œuvre furent successivement entreprises entre la fin du XIX^e siècle et 2009. Aucune archive pouvant éclairer les circonstances de la commande et de la réalisation de cette œuvre n'est apparue à ce jour. L'étude formelle et stylistique du groupe sculpté permet néanmoins d'en situer la création au cours du dernier tiers du XV^e siècle dans le cadre d'un atelier actif en Savoie. Le thème de la Mise au tombeau appliqué à la sculpture monumentale appartient à la fin du Moyen Âge occidental, il répond à une iconographie bien définie dans le nombre et l'attitude des personnages.

L'imposant groupe chambérien interpelle par sa composition³ à treize figures. Cette dernière relève d'un choix iconographique et éventuellement doctrinaire sur lequel il convient de s'interroger. Le modèle iconographique de cette œuvre ne fait, en effet, pas référence aux Mises au tombeau produites en grand nombre à la même période en Bourgogne et dans le domaine français et qui privilégiaient les figurations à huit personnages. La composition de la Mise au tombeau de Chambéry s'inspire clairement des groupes sculptés issus du



domaine rhénan, lorrain en particulier, qui firent précocement le choix d'élargir la représentation du thème de l'ensevelissement du Christ aux personnages des soldats gardiens du tombeau et des anges porteurs des instruments de la Passion⁴. Les relations étroites qu'entretenait à la fin du XV^e siècle la communauté de Saint-Antoine-en-Viennois avec les maisons lorraines de l'ordre pourraient suffire à justifier un tel choix. Néanmoins, la présence dans l'actuelle cathédrale Saint-Nicolas de Fribourg, aux frontières de l'ancien duché de Savoie, d'une œuvre à la composition équivalente et plus anciennement datée, est également propre à fournir un modèle iconographique très convaincant pour la Mise au tombeau des Antonins de Chambéry.

Différentes hypothèses ont été avancées pour identifier le commanditaire de cette œuvre. La plus ancienne, qui avait été formulée par André Jacques – conservateur des Antiquités et Objets d'Art de la Savoie – vers 1950 et visait à associer la famille de Clermont-Mont-Saint-Jean à la commande du groupe sculpté, est désormais jugée trop fragile⁵ et a été écartée. Plus récemment, les travaux restés inédits d'Ursula Hargous⁶ proposaient d'associer la réalisation de la Mise au tombeau à Guigues de la Rivoire, placé à la tête du couvent des Antonins entre 1471 et 1489. Les armes du prieur auraient pu figurer sur un vitrail ornant la chapelle du saint Sépulchre⁷. La possibilité que cette œuvre ait été destinée à l'ornementation d'une chapelle funéraire familiale, comme ce fut le cas vers 1440-1450 dans l'église des franciscains de Bourg-en-Bresse et dans l'église Saint-Nicolas de Fribourg, mérite également d'être envisagée.

La commande de la Mise au tombeau s'inscrit dans un contexte très favorable pour le couvent Saint-Antoine. La préceptorie générale de Chambéry comptait à la fin du XV^e siècle parmi les fondations antonines les plus importantes. En 1478, l'établissement abrite huit religieux et le niveau élevé des contributions versées à cette date par la

maison chambérienne à l'Ordre – qui ont été relevées dans l'étude d'Adalbert Mischlewski⁸ – laisse entrevoir la situation privilégiée de l'établissement à laquelle devaient contribuer les donations importantes dont il était le bénéficiaire⁹. La fin du XV^e siècle correspond par ailleurs à une période de plein épanouissement pour l'ordre des Antonins. La politique dynamique de commande artistique menée par les abbés et les prieurs des préceptories les plus importantes illustrent alors la volonté de donner une visibilité au prestige de l'Ordre¹⁰. Il apparaît très probable que l'édifice chambérien ait été concerné par cette même volonté. Bien que la liste des prieurs placés à la tête de l'établissement demeure incomplète, le relevé de leurs armoiries dans l'établissement, fourni par C. F. Menestrier¹¹, permet d'imaginer la part que ces derniers avaient prise à l'ornementation de l'édifice.

À Chambéry, à la fin du XV^e siècle, la Mise au tombeau trouvait ainsi sa place dans l'église Saint-Antoine aux côtés d'un ensemble important d'œuvres qui furent commandées à la même période et dont certaines pièces remarquables témoignent encore de l'embellissement de l'église conventuelle.

Sandrine Thermes-Boisset



La Mise au tombeau aujourd'hui. Une étude de conservation préventive dans la perspective de sa restauration a été conduite par Dominique Faunières en 2011, maîtrise d'ouvrage Ville de Chambéry.

[ci-dessous] Détail d'un ange à la Colonne.



Notes

- Document conservé aux Archives départementales du Rhône (49 H 612, Ordre de Saint-Antoine-en-Viennois) et publié dès 1890 par André Perrin dans « Les hospitaliers et la commanderie Saint-Antoine de Chambéry », *Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de la Savoie*, 4^e série, II, 1890, p. 115-256, p. 212-216.
- La plus ancienne mention documentée de sa présence à Lémenc date de 1890.
- Le groupe sculpté de Lémenc comprenait une treizième figure aujourd'hui disparue ; il s'agissait d'un soldat gardien du tombeau qui prenait place aux côtés des deux soldats encore présents à l'avant de la composition. Cette figure est encore signalée en 1890.
- La Mise au tombeau de la commanderie antonine de Pont à Mousson commandée vers 1420-1440 en constitue l'un des exemples les mieux connus, voir G. Fréchet, « La Mise au tombeau de l'église Saint-Martin de Pont à Mousson », *Bulletin de la société de l'histoire de l'art français*, 1992, p. 10-20.
- Voir à ce sujet les remarques formulées par P. Raffaelli dans le dossier de l'œuvre, Conservation départementale du Patrimoine, Chambéry.
- Ursula Hargous, *La Mise au tombeau de Chambéry*, Mémoire de Licence, Université de Genève, 1995, p. 19-20.
- Suivant le témoignage fourni en 1681 par C.F. Menestrier dans *Origine des ornements des armoiries*, Lyon, 1680, p. 150-151.
- A. Mischlewski, *Un ordre hospitalier au Moyen Âge. Les chanoines réguliers de Saint-Antoine-en-Viennois*, Presses Universitaires de Grenoble, 1995, document VII, p. 156-169.
- Deux articles déjà anciens restent d'actualité pour approcher l'histoire des Antonins de Chambéry : A. Perrin, 1890, voir note 1 et F. Rabut, « Les Antonins de Chambéry. Glanes historiques », *Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, VII, Chambéry, 1863, p. 437-460.
- Il suffit de mentionner l'importance des commandes artistiques engagées entre 1464 et 1516 par le savoyard Jean d'Orlier et le dauphinois Guy Guers dit Guido Guers pour le couvent antonin d'Issenheim en Alsace.
- C.F. Menestrier, *Origine des ornements des armoiries*, Lyon, 1680, p. 150-151.

Détail, saint Jean l'Évangéliste.



DOSSIER

En 2008, dans le n° 22 de *La Rubrique*, nous présentions la mission et les activités de la Cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain. Pour ce nouveau numéro, nous mettons l'accent sur deux projets phares menés ces deux dernières années, articulés autour de la mise en ligne de la culture audiovisuelle alpine, dont le but est toujours de sauvegarder ce patrimoine riche et fragile pour le restituer au public.

Documentaire

À l'occasion du 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France, la Cinémathèque a édité une série documentaire intitulée *Savoies, mémoire d'un pays* (10 films), sous la direction de Bernard Favre (réalisateur du film *La Trace*), disponible en deux DVD (15 euros chacun) à la Cinémathèque.



La Cinémathèque est soutenue par l'Assemblée des Pays de Savoie, la Région Rhône-Alpes et le Conseil général de l'Ain. Elle a bénéficié du soutien du FEDER pour le programme Interreg IVA 2007-2013, et du ministère de la Culture et de la Communication pour le plan de numérisation en 2011.



Défilé d'hiver, Chamonix, fin des années 1950 (photogrammes, fonds Roland Gay-Couttet).



Jan Ercé, cinéaste amateur, à Aix-les-Bains (fonds Jean Ercé).

Les films « inédits »

On entend par « inédits » les archives audiovisuelles amateurs et institutionnelles qui ne sont pas déposées au titre du dépôt légal. Dans l'histoire du patrimoine et au sein des questions de mémoire, quelle place occupent les « inédits » aujourd'hui ? Ces images ne sont ni répertoriées ni conservées par les Archives Françaises du Film du Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée. Or cet ensemble fragile, dont la collecte, le traitement et la valorisation restent encore pour beaucoup à faire, est un matériau particulièrement riche qui témoigne de bribes d'histoires du XX^e siècle. Il n'est pas rare que nous redécouvriions encore des trésors du début du siècle dernier. Les « inédits » doivent être appréhendés comme objets de mémoire d'une part, et aussi comme objets sociologiques et historiques. C'est dans cette optique que nous avons petit à petit conduit le travail de mise en ligne de notre contenu d'archives audiovisuelles.

Archivalp, projet européen transfrontalier

Notre entreprise commence avec le programme européen intitulé « Archivalp », programme Interreg IV-A France-Suisse que nous pilotons. Dans la définition même de notre projet nous nous engageons à mettre en ligne soixante séquences – notre partenaire, la Médiathèque Valais-Martigny de son côté quarante séquences – concernant le patrimoine audiovisuel des Alpes. Le choix s'est fait autour de quelques grands sujets représentatifs de nos fonds respectifs : agriculture, artisanat, construction, fêtes et coutumes populaires, religion et politique, sports d'hiver et tourisme. Nous avons depuis intégré deux autres catégories majeures : le sport en général et la vie quotidienne.

Archivalp.eu étant au départ pensé comme un outil de communication, nous avons fait le choix de ne mettre en ligne que quelques extraits choisis pour leur aspect régional, remarquable, insolite, voire drôle. Archivalp.eu se définissait alors comme

une vitrine de notre fonds. La mise en ligne de l'intégralité de nos images n'était pas prévue dans ce programme. Celle-ci demande en effet des moyens très importants et avant d'y parvenir de nombreuses barrières doivent être levées : numérisation, indexation, gestion des droits, protection du contenu en ligne... Cependant, et pour suivre les politiques actuelles qui favorisent l'accès à l'archive pour tous, la présentation de notre fonds en intégralité devient une nécessité et une de nos missions clés.

Conscients de ce nouvel enjeu des institutions archivistiques, nous saisissons donc cette chance de mettre en ligne notre fonds.

Plan de numérisation du ministère de la Culture et de la communication,

la mémoire du travail valorisée en Rhône-Alpes

Des sept sujets retenus sur Archivalp.eu, trois se rattachaient directement au monde du travail ; le tourisme et les sports d'hiver s'en rapprochaient également. Quand nous avons répondu à l'appel pour le Plan de numérisation 2011 du ministère de la Culture et de la Communication, une entrée particulière de ce programme s'est imposée au regard de la richesse des derniers fonds collectés : mettre en valeur la mémoire du travail en Rhône-Alpes.



Pompiers de l'Ain, Andert-Condon, années 1950 (photogramme, fonds Philippe Charvériat).



Travailler « la pomme de terre » en Beaufortain, années 1970 (photogrammes, fonds Colette Vibert-Guigue).

La mémoire du travail est plurielle : mémoire du travail agricole, mémoire de l'industrie, mémoire des travaux publics... et plus généralement mémoire des gestes, mémoire des savoir-faire. Elle participe de la mémoire de nos sociétés. Nous avons veillé à ce que toutes les thématiques régionales et tous les territoires soient mis en valeur. Sur vingt films consacrés à la mémoire du travail aujourd'hui, trois films proviennent de l'Ain, onze de la Savoie, deux de la Haute-Savoie et quatre du Valais. La Savoie prédomine, mais le rééquilibrage



Hommes au travail, Ugine, années 1950 (photogramme, fonds du Musée des Arts et Traditions Populaires du Val d'Arly).



Débitage du bloc d'ardoise en dalles, Mine de Maurienne, années 1950 (photogramme du film *Juvénilia* réalisé par Bertrand Raymond).



Electrification du rail, ligne Rumilly-Anancy, 1949 (photogramme, fonds Henry Tracol).

devrait se faire prochainement. Concernant les thématiques, neuf films concernent les travaux publics, trois relèvent des travaux d'usine, sept des travaux agricoles et un « ovni » met en avant le travail des sapeurs-pompiers.

Le film « inédit »

pour comprendre et trouver du sens...

Musées, archives, universités... les acteurs sont nombreux à œuvrer pour la valorisation de la mémoire du travail... En ce qui concerne la mise en ligne des archives patrimoniales sur ce sujet, les cinémathèques jouent un rôle prépondérant, à l'exemple de la Cinémathèque de Bretagne qui y travaille depuis bientôt quatre ans. Pour traiter de la mémoire, l'archive audiovisuelle est particulièrement efficace. Qu'elle soit sonore ou muette, elle interpelle. Nous faisons tous des rapprochements avec nos souvenirs personnels ou avec les images que nous nous construisons du passé. Après l'émoi de la première vision, très vite nous tissons des liens avec le connu faisant sens. L'archive brute garde toutefois une part de mystère, un médiateur est alors nécessaire, des explications sont requises ! La seule mise en ligne d'objets patrimoniaux et notamment de la mémoire audiovisuelle collective des Alpes n'est plus suffisante. Une orientation devient décisive. Les directives du Plan de numérisation du ministère de la Culture et de la communication insistent pour que la mise en ligne des films se fasse en intégralité. Le choix d'un corpus précis et complet transforme le regard sur notre matière première. L'« inédit » devient non plus illustration de notre mémoire collective mais matériau de base, source historique et sociologique pour la recherche scientifique. À partir de ce matériau, il devient possible de mutualiser les expériences entre les professionnels pour le mettre en valeur et mettre en lumière ses sens cachés aux yeux du grand public.



Pour consulter les séquences en ligne des films de la Cinémathèque www.archivalp.eu



Les amateurs associés, l'abbé Léon Doche et l'un de ses amis du caméra club d'Éloise, dans les années 1950 (fonds Léon Doche).



Mise en place du barrage de Saint-Guérin, Roselend, 1956 (photogramme, fonds EDF, film réalisé par Jean-Max Venuti).



Photo de tournage du film *De mémoires d'ouvriers*.



Projection du film *Dé mémoires d'ouvriers* au cinéma Chanteclerc d'Ugine.

Alpes du Nord et pour d'autres espaces notamment l'Ain, département sur lequel nous menons une action de fond depuis plusieurs années maintenant. Nous avons donc choisi de diluer les notions de frontières et d'ensembles, de laisser émerger un espace pluriel englobant Savoie et Haute-Savoie, le Valais, l'Ain et petit à petit les autres départements rhônalpins pour traiter de cette thématique forte du travail.

Il semble que le pari soit réussi. La notion de travail au sens large irrigue la mise en ligne de notre fonds. Pour tout l'espace retenu, l'homogénéité tient dans les films où le travail est surtout rural. Dès que l'on quitte le travail de la terre, des différences apparaissent. La construction des barrages, par exemple, une particularité des sociétés montagnardes, constitue un fait marquant bien qu'étroitement délimité de l'ensemble concerné.

Le matériau de départ, l'image d'archive inédite, donne donc un nouveau souffle à la thématique choisie, permet d'apporter une vision moins convenue que l'Histoire officielle. Les points de vue des amateurs et des entreprises sont multiples, donnent un sens singulier, toujours neuf, aux événements et confèrent une grande légitimité à notre mission.

Nos efforts pour trouver les moyens financiers de la poursuivre sur l'ensemble des territoires rhônalpins nous paraissent justifiés.

Des films plébiscités mais en manque de reconnaissance institutionnelle

Ce travail pourrait d'ailleurs s'étendre à d'autres échelles, nationale, européenne et même mondiale, et les liens entre cinémathèques d'archives amateurs doivent se renforcer. Le réseau *Inédits** des cinémathèques européennes, joue en cela un rôle majeur, mais il lui faut encore se développer, trouver des soutiens pour mettre en avant la richesse de ce patrimoine encore trop méconnu par les pouvoirs publics, mais vers lequel réalisateurs, maisons de production et chaînes de télévision se tournent désormais très fréquemment. Ainsi, la vente d'images par la Cinémathèque progresse ces dernières années. La notion de « jamais vu » (inédit) des films d'archives amateur et leur lien intrinsèque avec la grande Histoire qu'on aperçoit en filigrane derrière des instantanés de vie de famille ou d'entreprise, séduit. Grâce à la richesse de notre fonds – plus de huit cents heures numérisées aujourd'hui et plus de trente heures en accès libre en ligne –, la consultation de nos archives ne cesse de croître.

Le film

Le film de Gilles Perret est né de l'appel à projet « Mémoire du XX^e siècle en Région Rhône-Alpes » lancé par la DRAC Rhône-Alpes et la Région Rhône-Alpes.

Sortie nationale 29 février 2012.
Pour en savoir plus

www.dememoiresdouvriers.com



Autour d'une fondue à Courchevel 1850, années 1950 (fonds famille Janin).

La Cinémathèque est membre de la Fédération des Cinémathèques et Archives du Film de France (FCAFF) et du réseau *Inédits** – Films amateurs – Mémoire d'Europe qui regroupe les cinémathèques régionales européennes.

Cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain
7 bis place Charles Mérioux
74290 Veyrier-du-Lac
Tél. 04 50 23 51 09
www.letelepherique.org

Mémoire du travail et travail de mémoire

La pertinence du projet et son impact dans le public sont indubitables. La place du travail dans la mémoire collective joue un rôle si fort qu'elle aide à saisir ses enjeux dans la société d'aujourd'hui.

Loin des consensus de fausse réconciliation, face aux bouleversements actuels des conditions de travail, la mémoire du travail éclaire et permet d'appréhender le devenir et la condition de l'individu. Le travail s'avère ciment ou bien broyeur social. Mémoire du travail et travail de mémoire, le rôle des institutions archivistiques est grand. Témoigner, transmettre, questionner sont nos missions. Nous devons provoquer ou aller à la rencontre d'artistes, d'intellectuels, de personnalités politiques pour croiser réflexions et sensibilités sur des sujets d'intérêt commun. L'étude effectuée sur la mémoire du travail en Rhône-Alpes ne doit être qu'une première initiative, la tâche est grande de mettre en lumière la mémoire des cinéastes amateurs du XX^e siècle!

La mise en ligne de notre fonds et de certaines thématiques en intégralité auprès du grand public contribue à cette mémoire. Confier ces images à des chercheurs et des réalisateurs les transforme



Au camping (fonds Philippe Callé).

en objet sociologique et en source historique. Objet de patrimoine avant tout, objet mémoriel, le film amateur devient porteur de sens et d'histoire. La multiplication des projets de mise en valeur de la mémoire est partie prenante de la démocratisation culturelle, notamment à travers la mise en ligne des contenus. Mais cette forme de conservation du savoir n'a pas la vertu absolue que semble lui accorder le politique, elle n'est pas intangible, elle est une étape technique, qui ne prend sens que dans la continuation d'une action culturelle de service public.

Stéphanie Ange

Exemple de valorisation : le ciné-concert à partir de films d'archives. *Chroniques d'Annecy 1930-1970* lors des Journées européennes du patrimoine, samedi 17 septembre 2011, Annecy, Jardins de l'Europe.



Arvillard, premier village post-carbone de Savoie



ARCHITECTURE & ENVIRONNEMENT

Arvillard, commune emblématique du canton de La Rochette, aux limites du Dauphiné et de la Savoie, a accueilli en 2010-2011 un atelier pédagogique encadré par le CAUE de la Savoie avec une classe du lycée professionnel du Nivolet de La Ravoire sur le concept du post-carbone. Celui-ci s'inscrivait dans la préparation du colloque CIMES 2011 de la Fondation Facim autour du thème « Comment habiter la montagne au XXI^e siècle ? »

Un contexte environnemental nouveau

La disparition des ressources fossiles, le réchauffement climatique et l'augmentation de la population dans des territoires contraints vont profondé-



Arvillard en 2050, le scénario dynamique.

ment modifier nos modes de vie et gestion de l'espace. Si l'exercice de prospective s'avère de plus en plus hasardeux à l'échéance 2050, trois scénarii pour cette commune ont été ébauchés : le déclin, la continuité, le dynamisme, qui va d'une diminution de moitié de la population à son doublement.

Les ressources patrimoniales comme fil conducteur d'une démarche post-carbone

Tout à la fois lieu d'échanges, de conflits et de mysticisme, Arvillard et la vallée du Bens, affluent du Bréda, ont vu l'implantation des Chartreux en 1170 pour fonder en 1220 le monastère Saint-Hugon. La présence du fer, de l'eau et de la forêt a

permis le développement d'un des plus grands centres de métallurgie sous l'égide monastique, jusqu'à la Révolution française, où le domaine fut acquis par la famille Leborgne dont l'entreprise fabrique toujours au chef-lieu d'Arvillard des outils de jardin et des haches au procédé d'usinage ancestral.

Après avoir appartenu aux cartonneries de La Rochette, la chartreuse est aujourd'hui occupée par l'Institut Karma-Ling d'obédience bouddhiste qui accueille plusieurs centaines de stagiaires chaque année. Celui-ci développe un concept d'écosite, chaîne alimentaire végétarienne, construction en structure bois et paille, future chaufferie en cogénération, vie collective et spirituelle.

Des ressources renouvelables pour le XXI^e siècle

La forêt domaniale de 800 hectares, avec une gestion équilibrée, offrira à long terme une ressource de grande valeur sur le plan énergétique, constructif et économique. L'énergie hydraulique du massif de Belledonne, berceau de la Houille blanche, permet aujourd'hui de produire une électricité au chef-lieu au bilan carbone des plus performants.



Chalet du « Signal 2000 », 1974, stade de neige de Val Pelouse (1969-1986), chalet recyclé en restaurant à Aiton.

Vue du centre d'Arvillard aujourd'hui depuis le hameau de La Chaz.

Vue de la Chartreuse de Saint-Hugon au XVII^e siècle d'après un manuscrit de la Grande-Chartreuse.



Institut Karma-Ling dans l'ancienne Chartreuse de Saint-Hugon.

Une cohésion sociale dans cette commune a permis de maintenir et développer une population et des services en moyenne montagne ainsi que préserver une agriculture raisonnée.

C'est sans nul doute la fermeture du stade de neige de Val Pelouse en 1986 qui va marquer un tournant dans l'épopée du ski dans le massif de Belledonne. Seule l'infrastructure routière permettant d'accéder au stade de neige subsiste, les remonte-pentes et le bâtiment d'accueil ont été déposés, revendus, recyclés. Un signal pour la Savoie à l'heure du post-carbone ?

Les trois scénarii envisagés pour Arvillard 2050

DÉCLIN – Le but est de trouver des solutions pour survivre aux catastrophes prévisibles de 2050 ; avec la cherté du gaz et du pétrole, les déplacements sont fortement réduits. Les actifs doivent se rapprocher de leurs activités professionnelles ; ils quittent Arvillard, le village perd la moitié de sa population. Les habitants qui restent ont réussi à développer une activité locale (télétravail, usine Leborgne Fiskars qui réduit considérablement sa production, services publics, activités libérales...).

De nouveaux agriculteurs s'installent afin de palier à l'augmentation conséquente des prix de l'alimentaire. Les Piérus se rapprochent du centre bourg,

on rénove les bâtiments. Les habitants s'entraident à Arvillard.

PAISIBLE – De nombreuses innovations sont réalisées dans le domaine de la voiture individuelle. Ainsi, on continue d'habiter Arvillard et de travailler dans la vallée. La population évolue conformément aux prédictions du PLU (environ 5 % par an). L'habitat individuel se diffuse dans le paysage. Des conflits naissent avec les agriculteurs qui voient leurs terres diminuer. Les Piérus font leurs courses, se divertissent, se rencontrent à l'extérieur du village. La vie se concentre autour du village qui continue à accueillir une cinquantaine d'enfants. Des services pour les personnes âgées sont mis en place au centre bourg. La vie suit paisiblement son cours à Arvillard.

DYNAMIQUE – La population d'Arvillard double ; en 2050, le village accueille environ 2 000 habitants. Afin de répondre aux besoins croissants des Piérus, des nouveaux services et équipements sont réalisés. Un système de transports collectifs (réseau train, tramway, bus, téléphérique, funiculaire...) performant est mis en place à l'échelle cantonale. Une ligne BRT (Bus Rapide Transit) part d'Allevard pour La Rochette avec une escale à Arvillard, ces bus ayant la particularité d'avoir la même rapidité que le métro.

Afin de développer le tourisme, un téléphérique à eau va de l'ancienne usine Leborgne Fiskars, devenue un centre culturel, à la station Val Pelouse qui accueille des activités liées à la montagne. Pour faciliter les déplacements des villageois, un funiculaire à eau relie la zone d'habitation de La Chaz au centre Bourg.

Le lieu-dit La Chaz se densifie, essentiellement en logements, grâce à son exposition plein sud. Le secteur permet de développer l'utilisation de l'énergie solaire mais aussi d'autres énergies telles que le bois, l'hydraulique, l'éolien sur l'ensemble du village.

Cette forte croissance démographique aide Arvillard à se développer et à créer de nombreuses activités locales dans divers domaines : industriel, agricole, tertiaire...

Bruno Lugaz

Projet espace de rencontre du scénario paisible, place Saint-Roch, Arvillard.



Les élèves du Lycée professionnel des métiers du bâtiment Le Nivolet accompagnés de leurs enseignants et de l'équipe du CAUE de la Savoie et des présidents successifs du CAUE de la Savoie, M. François Pelleix et M. François Cuchet, maire d'Arvillard.



Arvillard en 2050, le scénario dynamique.

la villa gallo-romaine des Tattes à Ville-en-Sallaz



ARCHÉOLOGIE



Canalisation en tuiles destinée à l'évacuation des bassins des thermes.



Fragment d'un pavement de mosaïque à décor géométrique, en tesselles de calcaire.

Les vestiges d'une villa gallo-romaine ont été découverts lors du terrassement d'une parcelle de 2 hectares réalisé par le groupe immobilier-4807, sur la commune de Ville-en-Sallaz, au lieu-dit Les Tattes. À la demande du Service Régional de l'Archéologie (SRA) et avec l'accord de l'aménageur, deux interventions ont été menées par le Service archéologique du Conseil général de la Haute-Savoie.

La première, en septembre 2010 au nord de la parcelle, a mis au jour les vestiges de l'ensemble thermal sur une superficie d'environ 1400 m². Ont été dégagés des bassins, un hypocauste, une cour centrale avec une succession de *praeformia* et d'autres salles non encore identifiées. Le mobilier archéologique découvert – céramiques, tuiles,

monnaies – atteste de l'occupation du site de la période augustéenne au III^e siècle après J.-C. D'autres découvertes telles que des enduits peints (vert, rouge, noir, blanc), des tubuli, des « tomettes » losangiques, des fragments de marbre et d'une mosaïque à décor bichrome géométrique viennent confirmer la qualité de cet habitat.

La deuxième intervention en juin 2011, au sud de la parcelle, a été plus modeste. Ont été dégagés un drain romain et trois maçonneries d'un bâtiment cadastré sur la mappe sarde de 1730.

La population locale qui a témoigné un très fort engouement pour ce patrimoine, pourra bénéficier d'une restitution des résultats au sein de l'écomusée Paysalp.

Jocelyn Laidebeur



Vestiges du sous-sol d'une salle chauffée par un hypocauste dont on aperçoit au premier plan le foyer extérieur.

l'église Saint-Pancrace à Yvoire

La petite église d'Yvoire, dédiée à saint Pancrace, est un édifice intrigant de par son intrication dans le tissu médiéval du bourg fortifié et ses remaniements, pour certains évidents pour d'autres plus discrets.

Les travaux de restauration, menés en 2011, n'auront pas permis d'identifier des témoins de l'église placée en 1250 sous l'autorité de l'abbaye de Filly (Sciez) par le pape Innocent IV et qui fut remplacée en 1310 par une « nouvelle église ». Cette reconstruction appartient à un vaste programme d'intervention sur le site du comte de Savoie qui élève le château et le bourg fortifié à la suite de la prise du tout proche château de Rovorée, jusqu'alors aux mains des sires de Faucigny.

L'église actuelle est celle du XIV^e siècle mais ses élévations conservent la trace de multiples remaniements et adjonctions aujourd'hui disparues et de percements plus récents au sud et au chevet. Son volume initial et son aspect général ont été considérablement modifiés par l'adjonction à l'ouest d'un puissant clocher-porche en 1856-1858.

Aux origines de l'église Saint-Pancrace

Le démontage de l'autel plaqué contre le mur oriental du chevet a révélé la présence d'un tabernacle mural (ht. 77,8 cm x l. 42,8 x prof. 30,5 cm), encastré dans la maçonnerie et soigneusement empli de parpaings... À quelques mètres, dans le mur sud, c'est la niche en pierre abritant la piscine liturgique qui est apparue derrière une boiserie. Ce type de tabernacle est un élément patrimonial majeur de par sa rareté, sa fragilité et son intérêt historique puisqu'il a été conçu en même temps que le mur du chevet. Une des planches, de sapin, a été datée du XIV^e siècle entre 1360 et 1430. Or, en 1443-1445, les inspecteurs épiscopaux en



Cet état final de la restauration montre la succession des décors : faux-appareil entourant une baie du XVI^e siècle (?), remaniée postérieurement, draperie baroque du XVII^e siècle, reprise de l'ensemble par Modéna en 1951.



ARCHÉOLOGIE

Détail du décor du faux-plafond de la nef, réalisé par Modéna en 1951.

charge de la visite des églises du diocèse de Genève vont enjoindre leurs desservants à aménager un tabernacle mural dans le mur nord des sanctuaires ou à modifier l'existant. Cette injonction, non suivie d'effet à Yvoire, semble accréditer l'antériorité de ce meuble, son déplacement ayant peut-être été jugé superflu par les autorités religieuses.

Bien que sa porte ait été arrachée et que la tablette intermédiaire ait été subtilisée, ce meuble va être protégé par un boîtier en verre et de nouveau utilisé pour le service de la messe. Il reste à graver sur la nouvelle porte en verre la décoration christique ou eucharistique qui était peinte sur celle en bois, comme l'inspecteur ecclésiastique Barthélémy Vittelleschi le préconise lors de sa visite en 1443-1445.

Les décors peints de l'église St-Pancrace

Gérard Emond et son équipe de restaurateurs ont mis à profit les grandes surfaces monochromes, entourant les scènes religieuses du programme pictural réalisé par Modéna en 1951, pour multiplier les sondages exploratoires destinés à renseigner les répertoires décoratifs mis en œuvre depuis les XIV^e ou XV^e siècles.

Dans le chœur, partie la plus ancienne de l'édifice, douze campagnes successives ont été identifiées dans ces sondages, à l'exclusion des décors les plus anciens, entourant à l'origine la fenêtre axiale, rendus inaccessibles par la grande scène de Modéna « Jésus marchant sur les eaux ». Parmi ces décors très lacunaires (conservés in fine comme des fenêtres techniques et documentaires), se distingue celui à motifs végétaux et passementerie, qui fut conçu au XVII^e siècle autour du maître-autel baroque, comme un trompe-l'œil prolongeant le volume de ce meuble (démonté en 1829) surmonté de colonnes torsées dorées.

Joël Serralongue

[à droite] La draperie du décor baroque, ornant la partie nord du mur du chevet, apparaît sous les décors de Modéna.



Vue avant restauration de la niche abritant la piscine liturgique, datable typologiquement du XIV^e siècle.



le mur bouclier du château-vieux d'Allinges

étude archéologique dans le cadre du projet transfrontalier AVER – des montagnes de châteaux



ARCHÉOLOGIE

Le château de Château-Vieux aux Allinges fait l'objet d'un intérêt soutenu dans le cadre du projet franco-italien AVER – des montagnes de châteaux depuis 2010 et jusqu'à la fin de l'année 2012¹. Dès le XIII^e siècle, cet ensemble castral est une possession de la famille de Faucigny alors que le château de Château-Neuf, qui lui fait face à 150 m à l'ouest, appartient à la Maison de Savoie. On ne sait pour l'heure préciser quel château précède l'autre, si ce n'est qu'un *castrum* est mentionné aux Allinges dès 1073. Ces deux châteaux deviennent l'un des théâtres d'opérations privilégiés du conflit qui oppose la famille de Savoie à celle de Faucigny-Viennois entre la fin du XIII^e siècle et 1355, aboutissant à la victoire de la famille de Savoie et à l'abandon du site de Château-Vieux dès la fin du XIV^e siècle.

Le contexte conflictuel, qui perdure donc pendant environ quatre-vingts ans, s'est traduit par d'importantes manifestations architecturales dont subsistent, au moins sur le site de Château-Vieux, des vestiges toujours impressionnants, près de six siècles après son abandon. Le mur le plus élevé aujourd'hui conservé sur le site, qui atteint encore près de 22 m pour une longueur de 12 m et une épaisseur de 3 m, est celui qui fait face à Château-Neuf. Il présente plusieurs phases de construction

[ci-dessus] Étude des élévations en septembre 2011.

[à droite] Vue aérienne des deux châteaux des Allinges. Au premier plan, Château-Neuf et au second Château-Vieux. Le mur bouclier est le mur le plus haut de Château-Vieux, faisant face à Château-Neuf.

dénotant un souci continu de renforcement des défenses face à l'ennemi savoyard. Dans le cadre du projet AVER – des montagnes de châteaux, cette imposante maçonnerie doit faire l'objet de travaux de sécurisation, visant tant à en assurer la conservation qu'à garantir la sécurité des visiteurs qui fréquentent le site et des archéologues qui se livrent à son étude. Une campagne de lasergrammétrie², entreprise en 2010, a d'abord permis de procéder à un relevé de ce mur avec une résolution de 5 mm, précision impossible à atteindre manuellement. Sur la base des documents produits, et mettant à profit le montage d'un échafaudage à partir de juillet 2011, l'équipe d'archéologues³ a entrepris le repérage des différentes phases de construction, l'identification et le prélèvement des bois encore conservés dans les maçonneries et a procédé à une couverture photographique générale. Si les sections importantes des bois conservés laissaient espérer la possibilité d'une datation par dendrochronologie⁴, la détermination⁵ de leur

essence (essentiellement de châtaignier) a mis un terme à ces espoirs car elle ne bénéficie pas de référentiel régional. Une première campagne de travaux de sécurisation⁶ a eu lieu au cours de l'automne 2011 et a essentiellement porté sur le couronnement de ce mur. Leur suivi archéologique a permis de repérer un chemin de ronde révélant que ce mur est donc conservé sur toute sa hauteur... L'interprétation de cette maçonnerie a passablement évolué depuis la première étude archéologique consacrée au site par l'archéologue genevois Louis Blondel, dans la première moitié du XX^e siècle⁷. Ce dernier l'identifiait comme les vestiges d'une imposante tour maîtresse, qui en faisait le « donjon le plus grand de Savoie » ! L'étude archéologique de ces élévations menée en 2011 a permis de discerner trois phases de construction. La première, « fossilisée » en partie inférieure de ce puissant mur, relève déjà d'un souci de mise en défense. La partie supérieure de cette première maçonnerie est parcourue d'un chemin de ronde



Numérisation du mur bouclier en 2010, vue de l'élévation nord-est.



Vue du mur bouclier échafaudé durant l'été 2011.

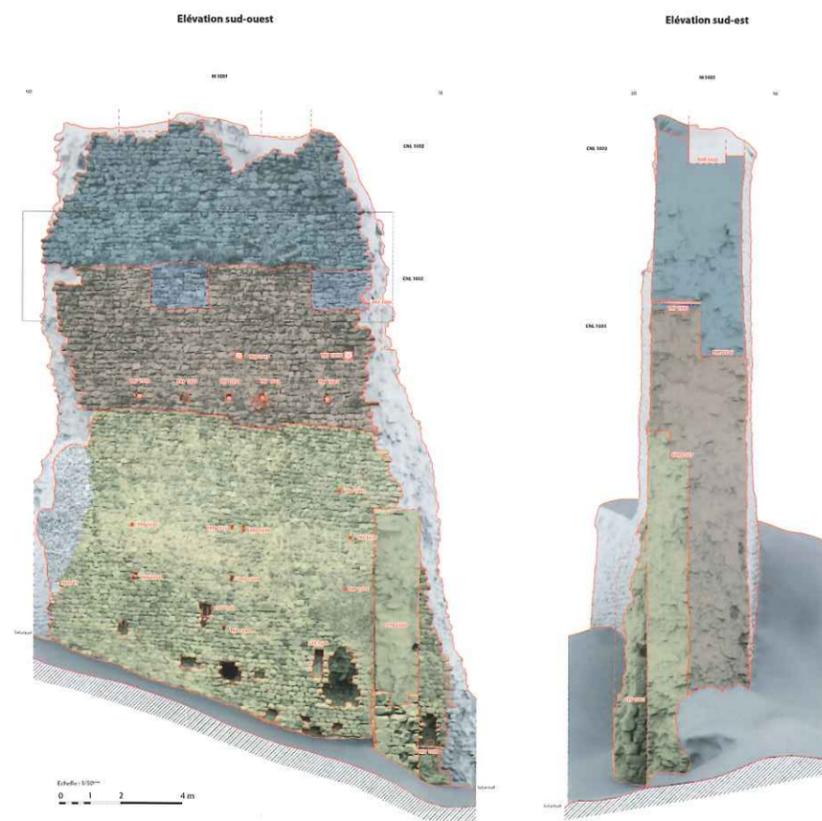


mais deux percements débouchant à l'extérieur (façade sud-ouest), dont une évacuation de latrine, révèlent la présence probable d'un bâtiment à vocation résidentielle accolé derrière ce mur. La seconde phase de construction se traduit par un chemisage qui double l'épaisseur du mur (qui passe à 3,20 m) et le surélève de près de 4 m. Sa partie supérieure est également dotée d'un chemin de ronde protégé par un imposant crénelage dont les merlons mesurent plus de 3,30 m de long. À cette maçonnerie s'ajoute un ouvrage en bois auquel on peut associer les poutres de fortes sections (jusqu'à 0,26 par 0,22 m) conservées dans les élévations sud-ouest et nord-est. En 1994, une datation au radiocarbone de l'une des poutres

mis en place durant la seconde phase de construction avait fourni une fourchette chronologique de 1205 à 1380⁸. La troisième phase de construction voit une surélévation générale d'au moins 5 m du mur, dont la partie supérieure est toujours parcourue d'un chemin de ronde d'une largeur de 1,20 m, protégé par un crénelage très semblable à celui de l'état antérieur du côté sud-ouest et par un petit parapet au nord-est. Au regard de ces observations, il faut abandonner l'hypothèse d'une tour maîtresse à cet emplacement et interpréter cette portion d'enceinte comme un « mur bouclier » protégeant Château-Vieux des attaques lancées depuis Château-Neuf. Cette interprétation est renforcée par la récente

publication de l'*Enquête delphinale* de 1339 qui mentionne alors à Château-Vieux un « manteau maçonné très fort » placé « du côté des Allinges-Neuf⁹ ». Ces informations guideront la conduite des travaux de conservation de cette imposante maçonnerie qui reprendront au printemps prochain, car il est nécessaire d'attendre la fin des gelées afin de garantir la bonne tenue du mortier de chaux. En effet, même s'il s'avère que ces vestiges ne sont pas ceux du « plus grand donjon de Savoie », ils n'en possèdent pas moins un réel intérêt patrimonial dont la conservation passe par l'emploi de matériaux de consolidation traditionnels.

Christophe Guffond



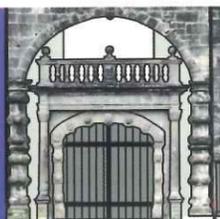
Notes

1. GUFFOND Christophe, D'AGOSTINO Laurent, « Trois ans pour les châteaux de la Haute-Savoie et de la vallée d'Aoste dans le cadre du projet Alcotra AVER – des montagnes de châteaux », *La Rubrique des Patrimoines de Savoie*, n° 25, juillet 2010, p. 28-29.
2. Relevé des structures en trois dimensions à l'aide d'un scanner-laser. Travail réalisé par Olivier Veissière (Veissière – Patrimoine numérique).
3. L'équipe de recherche associe le Service archéologique de la Direction des affaires culturelles du Conseil général de la Haute-Savoie et le bureau d'études Hadès.
4. Méthode permettant en particulier d'obtenir des datations de pièces de bois à l'année près en comptant et en analysant la morphologie des anneaux de croissance (ou cernes) des arbres.
5. Par le laboratoire Archeolabs.
6. Par l'entreprise Comte sous la conduite de Dominique Perron, architecte du patrimoine.
7. BLONDEL Louis, *Châteaux de l'ancien diocèse de Genève*. Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, Genève, 1956, rééd. 1978.
8. Datation Archeolabs à la demande d'Elisabeth Siro, Université Lumière Lyon 2.
9. CARRIER Nicolas, CORBIÈRE (de la) Matthieu, *Entre Genève et Mont-blanc au XIV^e siècle, Enquête et contre-enquête dans le Faucigny delphinal de 1339*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 2005, citant Archives du Vatican, *Collectoria* 259, fol. 226.

Élévations sud-ouest et sud-est du mur bouclier avec report des phases de construction. Lasergrammétrie et photogrammétrie : O. Veissière / Veissière Patrimoine Numérique ; DAO : E. Chauvin-Desfleurs / Hadès.

château de Clermont

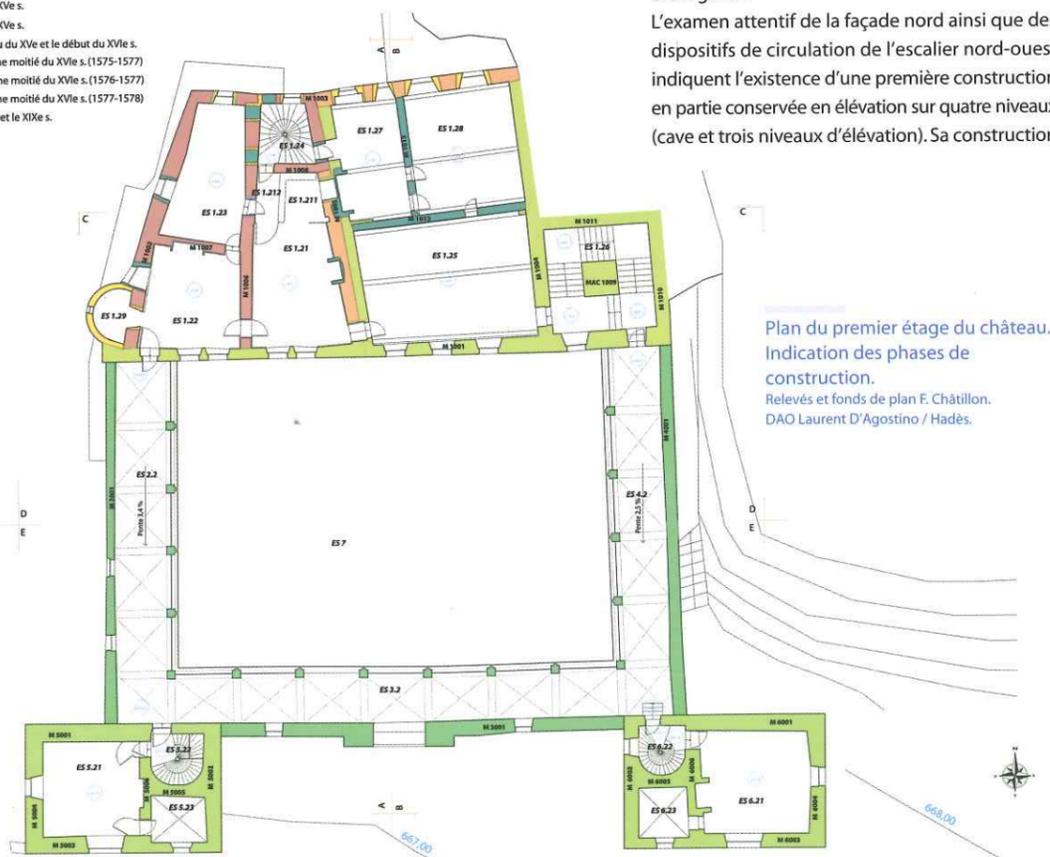
quand les murs parlent :
les révélations archéologiques
du bâti



ARCHÉOLOGIE

Le château de Clermont, construit dans la seconde moitié du XVI^e siècle par Gallois Regard, au pied de la colline qui supportait l'ancien château médiéval, a véhiculé pendant plusieurs décennies l'image d'un château Renaissance d'inspiration italienne. Or, en l'absence de sources traitant directement et de façon contemporaine des travaux du château, un grand nombre de questions restaient en suspens : origines et évolution de l'édifice, modes de construction, provenance des matériaux, maîtrise d'œuvre et inspirations architecturales, liens avec le château médiéval et le bourg. Dans le cadre de l'élaboration du Projet Scientifique et Culturel du Château et grâce au projet européen Alcotra Intereg IV, *Traditions Actuelles*, une étude archéologique du bâti confiée à Laurent D'Agostino et Eva Chauvin-Desfleurs, (bureau d'investigations archéologiques HADES) a permis de répondre en grande partie à ces questions et de renouveler la connaissance du château.

- Étapes de construction :
- Phase 1a : Construction antérieure au XVI^e s.
 - Phase 1b : Construction antérieure au XVI^e s.
 - Phase 2 : Remaniements entre le milieu du XVI^e et le début du XVII^e s.
 - Phase 3a : Constructions de la deuxième moitié du XVI^e s. (1575-1577)
 - Phase 3b : Constructions de la deuxième moitié du XVI^e s. (1576-1577)
 - Phase 3c : Constructions de la deuxième moitié du XVI^e s. (1577-1578)
 - Phase 4 : Remaniements entre le XVII^e et le XIX^e s.
 - Phase 5 : Restaurations (1950-2000)



Plan du premier étage du château.
Indication des phases de construction.
Relevés et fonds de plan F. Châtillon.
DAO Laurent D'Agostino / Hadès.

Ici, les archéologues n'ont pas fouillé. Ils ont arpenté les lieux à la recherche d'indices, de fragments d'architecture en remploi, examiné l'épiderme des murs, photographié et placé les informations sur des plans et des cadastres dans le but d'appréhender le château au sein de son espace originel. Jusqu'ici la maison de Gallois Regard était réputée avoir absorbé l'ancienne maison-forte des Regard, située dans l'enceinte du plain-château médiéval. Les travaux de Laurent D'Agostino vont au-delà ; ils envisagent la chronologie des travaux et proposent des hypothèses quant aux éléments architecturaux disparus ou modifiés au cours des siècles.

Une demeure construite à partir d'un bâti préexistant

Alors que pour le visiteur non averti, la demeure de Gallois Regard est en apparence homogène et symétrique, l'examen attentif du plan et des élévations montre que cette construction n'a pas été réalisée ex-nihilo mais qu'elle s'est adaptée en partie au bâti préexistant. Le corps de logis présente aux trois niveaux habitables une irrégularité de plan. La partie occidentale est constituée d'une série de murs épais formant un noyau de plan trapézoïdal, assez différent du reste de l'édifice dont les murs dessinent plus volontiers un plan orthogonal.

L'examen attentif de la façade nord ainsi que des dispositifs de circulation de l'escalier nord-ouest indiquent l'existence d'une première construction en partie conservée en élévation sur quatre niveaux (cave et trois niveaux d'élévation). Sa construction



Le corps de logis et la cour intérieure.



La façade nord du château.

peut être placée dans le courant du XIV^e siècle. L'escalier à vis pourrait avoir été rajouté à la fin du XV^e siècle. Ses portes desservant les pièces du bâtiment initial et sans doute une petite tour de latrines en saillie sur la façade nord, aujourd'hui disparue mais représentée en 1732 sur la mappe sarde.

Cette maison-tour a pu constituer la maison de Pierre Regard, le père de Gallois Regard. Elle possède les attributs de la maison noble par ses ouvertures conservées et sa morphologie proche des maisons-fortes à tour d'escalier hors œuvre connues dans les environs.

Les travaux de Gallois Regard dans le dernier quart du XVI^e siècle

À partir d'un ensemble d'édifices préexistants, les travaux commandés par Gallois Regard ont néanmoins abouti à la mise en place d'un ensemble monumental cohérent.

Pour le corps de logis, les travaux du XVI^e siècle ont semble-t-il cherché à le rendre homogène en construisant notamment une façade neuve au sud. Celle-ci est percée de huit grandes fenêtres sans meneau ni traverse et à décors de fascas, nouveauté de l'époque.

Laurent D'Agostino révèle également que les cloisonnements formant la cuisine et l'office au premier étage sont postérieurs au XVI^e siècle. La partie orientale du corps de logis, aujourd'hui constituée de trois pièces, ne formait qu'une seule grande salle d'environ 165 m² à l'époque de Gallois Regard !

Dans la partie nord-ouest, au deuxième étage, des trous de poutres en partie haute des maçonneries, montrent que cette pièce était dotée d'un plafond. La présence de portes aujourd'hui bouchées laisse penser qu'au-dessus de ce plafond se trouvait une autre salle. De plus amples recherches permettraient de savoir si la charpente est postérieure au XVI^e siècle. Si c'était le cas, cette partie de l'édifice aurait pu être dominée du temps de Gallois Regard, par un étage supplémentaire formant tour au nord-est, ce qui modifierait résolument notre vision actuelle du château au XVI^e siècle.

Les pavillons sud-ouest et sud-est du château sont tout à fait homogènes et leurs ouvertures sont quasiment toutes décorées de doucines*, caractéristiques des travaux de Gallois Regard. L'œil averti de l'archéologue observe que les murs porteurs des galeries viennent s'appuyer contre les maçonneries de ces deux pavillons. Leur construction est

donc postérieure à celles des pavillons, ce qui signifie que les tours faisaient bien partie du programme architectural de Gallois Regard et des travaux du XVI^e siècle.

L'étude archéologique du bâti dresse une première chronologie relative de construction. Il faudra encore chercher, effectuer des sondages dans les enduits pour étayer ces hypothèses. Les recherches continuent donc mais, déjà la Renaissance et les travaux colossaux de Gallois Regard n'apparaissent plus comme un moment fondateur de l'histoire de Clermont, mais comme une étape dans la construction du territoire.

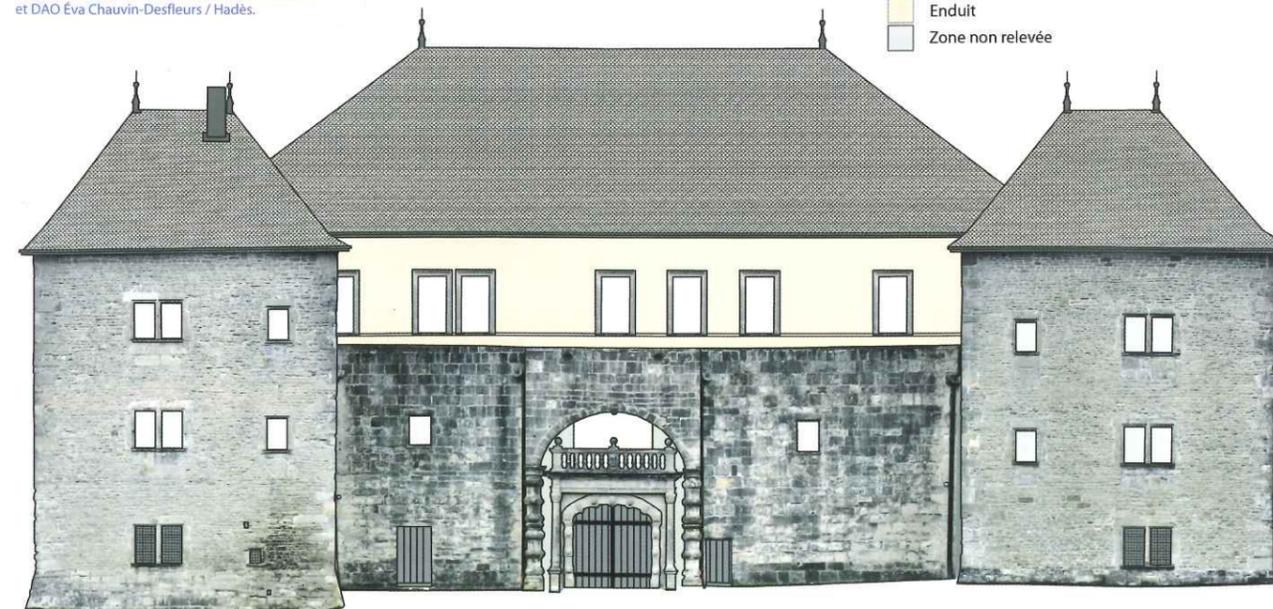
L'historien médiéviste Matthieu de la Corbière étudie actuellement les comptes de châtellenie de Clermont. Son analyse apporte des informations précieuses sur l'agencement du château médiéval et du plain-château.

Sophie Carette

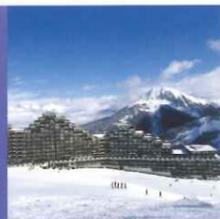
d'après l'étude de Laurent D'Agostino et Eva Chauvin-Desfleurs (bureau d'investigations archéologiques HADES)

* doucines – moulures ondoyantes, à deux courbures de mouvement contraire.

Élévations de la façade sud.
Fonds de relevés F. Châtillon. Orthophotographies et DAO Eva Chauvin-Desfleurs / Hadès.



les archives de Michel Bezançon architecte-urbaniste



ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES

Les Archives départementales de la Savoie s'associent aux 50 ans de La Plagne pour la publication de l'inventaire de ces archives.¹

Entrée et composition de ce fonds privé aux Archives départementales

Au cours de sa carrière, entre 1952 et 1985, Michel Bezançon s'est principalement illustré par son activité architecturale et urbanistique dans le domaine du tourisme de montagne et balnéaire. Les stations de La Grande Plagne et de Valmorel, conçues par son agence, représentent les prototypes mêmes des stations de troisième et quatrième générations. Le fonds d'archives professionnelles de Michel Bezançon intéresse de ce fait tout particulièrement l'histoire du département de la Savoie et son aménagement touristique en faveur des stations de sports d'hiver après la Seconde Guerre mondiale.

Façade générale du front de port du Crouesty, permis de construire, 20 août 1982. ADS 17J644.



Aime 2000 et le télémétro, sans date. ADS 17J442.

À ce titre, il a été proposé à M. Bezançon que ses documents de travail rejoignent les Archives départementales de la Savoie afin qu'ils puissent être conservés dans de bonnes conditions et communiqués aisément au public. Cette démarche participe d'un mouvement plus large de regroupement, de préservation et de mise en valeur des sources relatives à l'architecture du XX^e siècle en pays de montagne, mené par le Centre d'archives d'architecture en Savoie. Ce fonds a été traité, sous la direction de Francine Glière, successivement par Sandrine Richaud, Émilie Huart et Sophie Zanardo qui en a également rédigé les parties introductives. Selon l'architecte, les documents conservés représentent à peine un tiers de l'ensemble des archives produites durant son activité. Le plan de classement n'est donc que le reflet des documents conservés et non de l'ensemble des réalisations et projets menés par l'architecte au cours de sa carrière. Il s'articule autour de quatre thèmes : l'homme et l'agence, le domaine de La Grande Plagne, Valmorel et les autres stations de sports d'hiver et enfin les stations balnéaires. Les documents couvrent la période 1952-2008.

Ce fonds a la particularité d'être bien documenté photographiquement. En plus de ses prises de vue personnelles, l'architecte a fait appel tout au long de sa carrière à un professionnel spécialisé dans la photographie d'architecture, Jean Biaugeaud. Cette sensibilité à l'image est liée à son amitié avec le photographe rencontré à l'atelier Beaudouin alors que l'architecte, encore étudiant à l'École nationale des beaux-arts, y est stagiaire.

La Plagne, « Toute la montagne en dix stations »²

Les communes de Mâcot³, Bellentre, Longefoy et Aime se rassemblent autour du projet d'aménagement de La Plagne en station de sports d'hiver et forment le 21 mars 1960 un syndicat intercommunal⁴. L'initiative prise par les élus locaux, animée par le Docteur Borrione, a pour objectif de lutter contre l'exode rural et de redynamiser la société locale en créant de nouvelles activités. Champagny-en-Vanoise rejoint en 1969 le syndicat qui prend alors le nom de Syndicat intercommunal de La Grande Plagne. Les atouts majeurs que représente le site de La Plagne permettent aux communes



Vue aérienne de Plagne Bellecôte, 2003. ADS 17J180.

Notes

1. En vente aux Archives départementales au prix de 20 euros.
2. Cette formule, lancée en 1982, illustre parfaitement la diversité et la complémentarité des stations satellites de La Grande Plagne. La promotion du domaine joue sur cet atout majeur.
3. Mâcot devient Mâcot-la-Plagne le 7 décembre 1970.
4. Le docteur Borrione, maire d'Aime, est le premier président du syndicat (jusqu'à sa mort en 1974).
5. Lors de l'hiver 1963-1964, Plagne Centre est l'une des seules stations savoyardes à avoir de la neige. C'est une occasion pour la station de se faire connaître parmi les autres stations savoyardes.
6. Du sous-sol de La Plagne était extrait du plomb argentifère. Attestée depuis le milieu du XV^e siècle, l'exploitation minière reprend au début du XIX^e siècle. La Société minière et métallurgique Peñarroya est la dernière à exploiter les gisements de 1934 à février 1973. L'entrée principale de la mine se situe dans la station de Plagne 1800. Pour plus de détails, voir Louis Chabert, La mine de plomb argentifère de La Plagne, *Revue de géographie alpine*, 1974, tome 62, n° 1, p. 117.
7. Marie Wozniak, *L'architecture dans l'aventure des sports d'hiver. Stations de Tarentaise, 1945-2000*, Chambéry : Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, Facim, 2006, p. 57.
8. Syndicat intercommunal de La Plagne, *La vie collective*, n° 431-432, juin-juillet 1971, 17 J 155.



À Valmorel. Façades nord peintes du bâtiment 4 (à gauche) et du hameau du Morel (à droite), par Yves Vaudeaux, 13 avril 1979. ADS 17J565.

d'envisager la réalisation d'un équipement touristique dans le Massif de Bellecôte-Montjoyet. Les conditions topographiques sont particulièrement favorables : altitude, enneigement⁵, exposition au nord, ensoleillement et panorama sur la chaîne du Mont-Blanc sont garantis. La commune de Mâcot met à disposition des alpages de haute montagne dont elle est propriétaire et la proximité de la mine⁶, exploitée par l'entreprise Peñarroya, permet la réutilisation des installations routières, téléphoniques et électriques.

La concrétisation du projet est rendue possible par la volonté commune des maires des collectivités concernées, réunies en syndicat, du maître d'ouvrage (le concessionnaire), du maître d'œuvre (l'architecte urbaniste) et des représentants des administrations (dont Maurice Michaud, directeur départemental des Ponts et Chaussées).

Michel Bezançon est sollicité en sa qualité d'architecte urbaniste par le docteur Borrione pour dresser un plan de développement touristique. Il prévoit un plan d'ensemble proche des réalisations effectuées au cours des deux décennies suivantes. Il est chargé de l'ensemble de l'urbanisation du domaine jusqu'au milieu des années 1980. Cette permanence d'un maître d'œuvre unique favorise la cohérence et l'harmonisation générale du projet. L'agence Bezançon réalise selon la programmation initiale neuf des onze stations de La Grande Plagne. Six sites d'altitude sont conçus pour la pratique exclusive du ski : Plagne Centre (1961), Aime 2000 (1969-1970), Plagne Villages (1972), Plagne Bellecôte (1974), Belle Plagne (1981), Plagne 1800 (1982). Les trois stations de vallée « sont à vocation multi-saisonnière et doivent accueillir aussi bien le tourisme que la vie permanente⁷ ». Elles accueillent

un grand nombre de réalisations à caractère social⁸ : Longefoy (1971), Montchavin (1973), Les Coches (1980). Puis viennent aussi Montchavin, Valmorel, le hameau de Méribel-Mottaret, Les Coches, les « Temples du Soleil » à Val Thorens...

Et les réalisations balnéaires...

La réussite de ses réalisations en montagne incite l'agence à ajuster sa réflexion et ses méthodes au tourisme de bord de mer et à reconduire une politique qui a fait ses preuves. L'expérience est transposée pour les stations de bord de mer telles que Le Crouesty (Arzon, Morbihan), Bourgenay (Talmont-Saint-Hilaire, Vendée), Agay (Saint-Raphaël, Var) pour ne citer que les principales.

Francine Glière



Façade nord du « Bastion » à Montchavin, permis de construire modificatif, 19 mars 1973. ADS 17J310.



« Les temples du soleil » à Val Thorens, sans date. ADS 17J590.

Savoie olympique, les traces du futur¹



Répétitions du ballet des élastiques. Cérémonie d'ouverture.



PATRIMOINE OLYMPIQUE

1992 : le monde change, les JO aussi !

À l'occasion du 20^e anniversaire des Jeux olympiques d'Albertville et de la Savoie (1992-2012), la Maison des Jeux olympiques d'hiver (Albertville) présente une exposition consacrée aux sports d'hiver et aux évolutions technologiques, intitulée « Savoie olympique, les traces du futur ».

Albertville 1992 est une édition olympique qui enregistre les évolutions politiques mondiales après l'effondrement du bloc socialiste : la Croatie et la Slovénie participent pour la première fois comme nations indépendantes, les pays baltes sont de retour avec la Lituanie (la première fois depuis 1928), l'Estonie et la Lettonie (la première fois depuis 1936). L'équipe allemande est réunifiée pour la première fois depuis les jeux de 1936. Plusieurs républiques qui composaient l'URSS (Russie, Ukraine, Kazakhstan et Ouzbékistan) participent ensemble au sein de l'Équipe unifiée (EUN).

Mais en 1992, rappelons-nous, on ne connaît pas Internet, les skis ne sont toujours pas paraboliques,

le surf balbutiant est réservé à quelques mordus, les appareils photos sont encore argentiques, mais... des signes avant-coureurs forts donnent à l'édition savoyarde une empreinte inédite qui annonce le futur. Comment ? Par plusieurs innovations qui vont marquer l'histoire des Jeux d'hiver et faire « traces » :

- sur le plan sportif avec l'introduction du « ski de bosses », discipline hors des normes connues, le patinage de vitesse sur piste courte et le biathlon féminin,
- sur le plan de l'humanisme olympique avec la présence des Jeux paralympiques dans la ville d'accueil des JO pour la première fois,
- sur le plan culturel, les traditions, coutumes et gestes des populations alpines sont associées à la créativité artistique dans la cérémonie d'ouverture. À Albertville, le futur pointe son nez en 1992 pour ouvrir une nouvelle trace sportive, humaine et technologique dédiée à la glisse et au spectacle avec

un « coup de jeune » voulu par les concepteurs de talent que sont Michel Barnier et Jean-Claude Killy sans oublier le chorégraphe Philippe Decoufflé ! Depuis que les sports d'hiver et de montagne sont pratiqués, les techniques évoluent constamment et apportent des améliorations tellement utiles et importantes, comme la corde d'escalade en nylon qui remplace rapidement les brins en chanvre. Mais en 1992, il s'agit d'un bond en avant ! À partir des Jeux olympiques d'Albertville et de la Savoie, les sports d'hiver ont multiplié les innovations, tant dans les pratiques et que dans le domaine de l'environnement technologique.

2012 : sciences et technologies, un nouvel espace de jeu !

Les avancées technologiques intervenues depuis 20 ans affectent tout le spectre du sport, du jeu à la prévention et concernent non seulement le

sportif de haut niveau mais également un public plus large. L'outil prolonge le corps et multiplie ses potentialités à tout âge. Les athlètes comprennent mieux leur corps et leurs limites grâce à des connaissances nouvelles, ce qui leur évite de devenir des robots du sport bionique ! Des procédés audiovisuels et informatiques pointus participent à l'entraînement, à l'arbitrage ou encore au plaisir des spectateurs. Dans la société globale, la capture du mouvement par la célèbre « souris » de l'ordinateur s'étend au corps tout entier qui joue virtuellement et physiquement devant l'écran, que ce soit au tennis, ou dans un slalom endiablé, en famille dans le salon !

Une relation interactive se développe entre la personne et l'outil technologique qui ouvre des perspectives innovantes. La constitution des réseaux sociaux dépasse les frontières et favorise des échanges à travers le monde pour chaque internaute. Ces évolutions appellent dans le même temps des régulations dans l'univers des jeux et des paris pour maintenir l'éthique dans le sport. Aujourd'hui, vingt ans après, nous nous trouvons à une période charnière pour envisager les vingt prochaines années. Entre 1992 et l'après 2012, la Savoie olympique a dessiné les traces du futur... qui nous réservera encore des surprises lors des prochains JO !

Alain Arvin-Bérod et Claire Grangé

1. Auteur du titre de l'exposition : Alain Arvin-Bérod.

Objets de sport ou de scène

Il vient des étoiles, il tient la grande forme, c'est *Magique* la mascotte des Jeux olympiques d'Albertville. Avec son long bonnet rouge de ramoneur et sa forme stylisée d'étoile bleue, ce petit personnage est l'un des objets de création des XVI^{es} Jeux olympiques d'hiver. Il est sorti tout droit de l'imagination de Philippe Mairese. Le podium des Jeux, tout de bois des forêts de Savoie, est surmonté aussi par une étoile. La plus haute marche, celle où montent champions et championnes olympiques, est en forme de flocon de neige, éphémère étoile à six branches. C'est l'œuvre de Martin Szekely, devenu depuis un designer reconnu. Autre designer, Philippe Starck est l'auteur de la torche olympique, véritable objet d'art contemporain. Symbole de paix, le relais de la flamme traverse toutes les régions du pays hôte. Philippe Starck a dessiné un flambeau, dont la ligne courbe est une épure, dont la matière est l'acier brossé, ouvragé à Ugine. Philippe Decoufflé, chorégraphe, metteur en scène des cérémonies d'ouverture et de clôture, a transformé le geste sportif en un mouvement de danse dans une grande parade des sports d'hiver. Son complice, le costumier Philippe Guillotel imagine des costumes aux couleurs de la Savoie, des costumes musiciens, des costumes « sapins » et des coiffures « décoiffantes » qui viennent des sources du folklore. Ces créateurs se sont inspirés en effet du territoire et du patrimoine de Savoie pour créer un univers de rêves, pour jouer des correspondances entre sport et montagne entre tradition et modernité.

La mascotte. © COJO 92.



Le bobsleigh des cérémonies.



Or, argent ou bronze, elle représente la victoire du champion, le prix de la volonté et des sacrifices, c'est la médaille olympique, qui récompense le talent. Edgar Grospron, avait fait le serment de décrocher l'or olympique. Le 13 février 1992, il remporte la médaille d'or dans la toute nouvelle discipline des bosses, au cœur des neiges de Tignes, sous une tempête d'applaudissements. Edgar a voulu partager sa victoire avec tous ceux qui l'ont encouragé et il a offert sa médaille à la Maison des Jeux olympiques afin que le grand public puisse y être associé. D'or et de cristal, cette médaille est une création exceptionnelle de la cristallerie Lalique, présentée dans un encadrement d'art. Sa matière translucide comme le quartz, son dessin gravé d'une montagne, en font un objet précieux qui évoque les sports d'hiver.

Telles des mouettes posées sur une jetée, différents chaussures de patinage sont exposées. Mais un autre objet est plus insolite : le bobsleigh de la cérémonie d'ouverture des JO de 1992 est un « bob de scène » où les patins de métal sont devenus... des skis.

Tous ces objets sont présentés dans l'exposition permanente « Traces olympiques » de la Maison des Jeux olympiques, centre d'interprétation consacré à l'olympisme, aux sports d'hiver et à la montagne. La Maison des JO est une association (loi 1901) soutenue par le Conseil général de Savoie, la ville d'Albertville, toutes les communes-stations sites olympiques des JO de 1992 et le Comité olympique et sportif français (CNOSF). Les expositions temporaires apportent un regard complémentaire sur les thèmes du centre permanent.

Claire Grangé



Le skieur.



Costume de débouleuse.

Infos

Exposition du 8 février 2012 au 31 octobre 2013
Maison des Jeux olympiques
11 rue Pargoud - 73200 Albertville (centre-ville)
Tél. 04 79 37 75 71 - Fax 04 79 32 38 75
maisonjeuxolympiques@wanadoo.fr
www.maisonjeuxolympiques-albertville.org

Comité scientifique

Edgar Grospron, premier champion olympique en ski de bosses (JO 1992, Albertville), chef de la délégation française aux Jeux de la jeunesse (Innsbruck, 2012).

Alain Arvin-Bérod, philosophe et historien du sport et de l'olympisme, membre de l'Académie nationale olympique française.

Claire Grangé, directrice de la Maison des Jeux olympiques depuis 1993, commissaire de l'exposition.

Conseillers techniques montagne et sports d'hiver

Cyrille Livet et Matthieu Marin-Cudraz pour le matériel, **Éric Charamel**, guide de haute montagne.



Philippe Decoufflé en répétition, cérémonie d'ouverture.



Edgar Grospron, médaille d'or aux Jeux olympiques d'Albertville en 1992, présentant sa médaille avec Sandra Laoura, médaille de bronze aux Jeux olympiques de Turin en 2006.

inventaire patrimonial de l'eau des Pays de Savoie eaux thermales oubliées

La Bauche-les-Bains et la source Germaine à Saint-Pierre-d'Entremont



INTÉRIEUR
DE LA GROTTTE
où surgit la
Causse de Sauge? *

INVENTAIRE

Des eaux populaires aux nobles thermes

Les eaux médicinales, thérapeutiques ou encore thermales ont des émergences diverses ; des sources sont découvertes après des événements géologiques (mouvement du sol) ou naturels (éboulement, avalanche). Une température élevée, une odeur, une couleur inhabituelles ou encore une saveur singulière de l'eau sont autant d'indices qui laissent percevoir une source aux propriétés particulières. Les premiers consommateurs de ces eaux étaient majoritairement des locaux, l'eau était bue pour des vertus présagées ou des bienfaits colportés de village en village. Il est courant d'entendre nos aînés ou dans le cadre de l'inventaire des habitants évoquer des sources aux qualités ancestrales, dont les bienfaits ont été transmis par tradition orale depuis plusieurs générations. Marc Boyer définit ces pratiques comme une médecine populaire, un thermalisme populaire. En Savoie, cette appropriation des sources a été rendu possible grâce aux nombreuses ressources hydrologiques et géologiques. L'usage des eaux thérapeutiques s'intensifie au cours du XIX^e siècle en s'insérant dans le mouvement hygiéniste européen. Le rapport aux eaux évolue avec une approche



Bâtiment des soins des thermes de La Bauche, vue ouest, 2009.

médicinale basée sur des analyses chimiques ; les eaux sont étudiées, classifiées, répertoriées. À cette époque, la Savoie est touchée par la *fièvre thermale* et de nombreuses sources font l'objet de projets architecturaux. Cette dynamique touristique se développe grâce à la révolution des transports (chemin de fer, réseau routier). L'annexion de la Savoie à La France, en 1860, joue un rôle moteur avec l'ouverture des frontières et l'arrivée de capitaux extérieurs. La pratique des eaux bascule d'un thermalisme populaire à une pratique bourgeoise et aristocratique. Les stations thermales s'équipent de bâtiments modernes avec des douches, des bains, des structures hôtelières, des casinos et des théâtres.

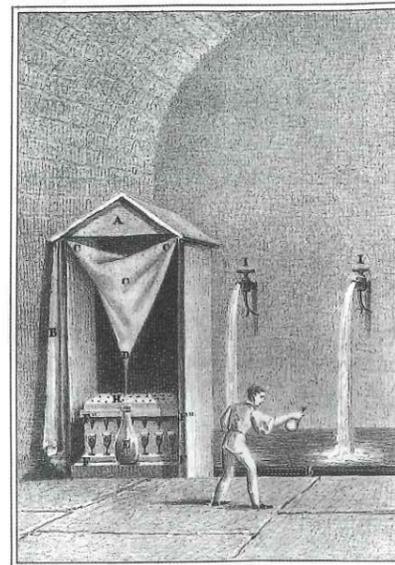
Aix-les-Bains est le symbole de cette économie thermique dynamique au même titre qu'Évian-les-Bains ou encore Thonon-les-Bains pour la Haute-Savoie. Entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, le paysage thermal savoyard compte plus d'une dizaine d'établissements. L'image collective est souvent réduite aux grands sites, cependant, de nombreuses initiatives ont vu le jour ou tout du moins des projets ont été imaginés, afin de faire profiter les élites des qualités médicinales des sources savoyardes, mais aussi dans une optique mercantile. Au côté de l'histoire fastueuse de grands thermes, l'Avant-Pays Savoyard a aussi connu son aventure thermale avec les thermes de La Bauche et la Source Germaine.

De l'eau, des eaux en Savoie

En Savoie, quatre types de sources sont présentes : les eaux sulfureuses, ferrugineuses, salines et alcalines. Voici une liste non exhaustive des sources découvertes en Savoie au cours du XIX^e siècle : La Caille, Challes-les-Eaux, Aix-les-Bains, source du torrent de Saint-Gervais (type sulfureuse) ; La Bauche, La Marclaz (Thonon) (type ferrugineuse) ; Brides, Salins, L'Échaillon, sources Gontard et de Mey à Saint-Gervais (type saline) ; Évian, La Léchère, La Versoie à Thonon, Coise (type alcaline).

Bains ou établissement thermal ?

L'histoire du thermalisme peut aussi s'analyser au travers des appellations. À l'époque romaine et jusqu'au XVIII^e siècle, les équipements thermaux étaient appelés des « bains ». Avec l'essor du thermalisme au XIX^e siècle, les installations de soins prennent le nom d'« établissement thermal » car il englobe l'ensemble des fonctions des soins : douches, bains, inhalations...



DOUCHE DES HOMMES N 1.
Appareil condensateur

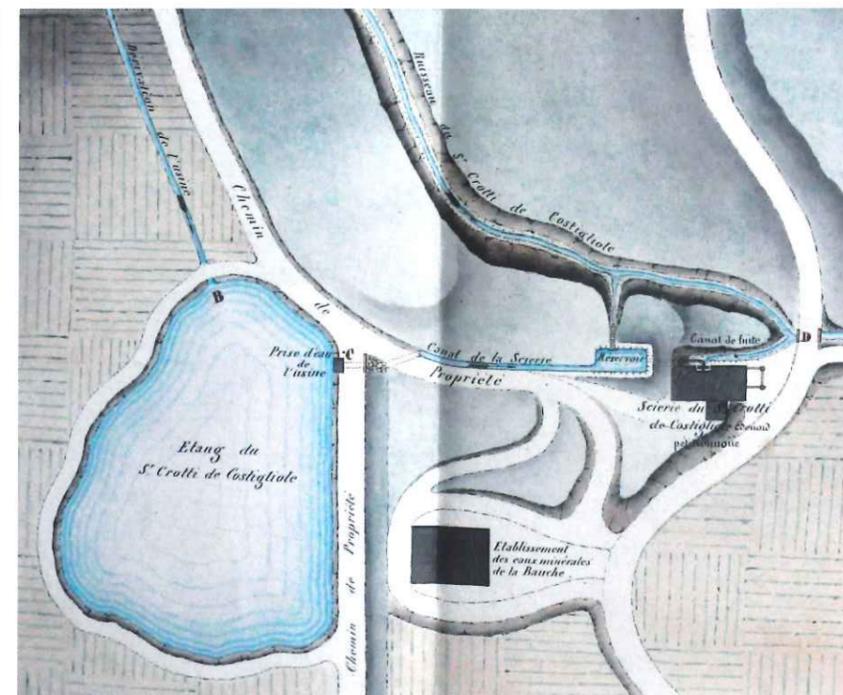
« Analyse chimique des eaux minérales d'Aix-en-Savoie » par J. Bonjean, pharmacien à Chambéry, 1838 (collections départementales). *

Deux sources, deux destins

La Source Germaine ou encore celle de La Bauche sont les témoins de la période faste du thermalisme savoyard. Les réflexions et les aménagements sont pensés et élaborés dans la seconde moitié du XIX^e siècle, dès les années 1860 pour La Bauche et à partir des années 1890 pour les eaux de Saint-Pierre-d'Entremont. Le succès de ces projets thermaux est intimement lié à un contexte économique et thermal concurrentiel.

La Bauche-les-Bains, des thermes à la campagne

En 1862, le comte Édouard Crotti de Castiglione redécouvre une source ferrugineuse sur les terres de son domaine à La Bauche. Une source réapparaît en contrebas d'un étang lors des travaux d'aménagement, des vestiges d'un captage remontant à l'époque romaine sont mis à jour. Le comte décide d'exploiter cette source avec une activité de mise en bouteille et de fabrication de pastilles. Il aménage dans un premier temps, un bâtiment à l'architecture de chalet au niveau du point de résurgence de la source, auquel il adjoint dans les années suivantes un laboratoire et un évaporateur au bain-marie. En 1865, le site prend le nom d'Établissement des eaux minérales de La Bauche. Un hôtel et un bâtiment pour la pratique des soins



thermaux sont construits, en 1877, sur le domaine du château pour compléter l'offre thérapeutique. Les curistes se baignent dans un bassin aménagé au niveau de la source et les soins sont prodigués dans le bâtiment proche du Château. La façade de ce dernier bâtiment témoigne encore aujourd'hui des soins qui y étaient réalisés. Il est en effet possible de lire l'inscription « Bains-Douches-Piscine-Massages ». Les thermes de La Bauche rayonnent rapidement à l'échelle régionale et nationale mais timidement au niveau européen. La renommée se fait en partie grâce aux pastilles et à l'eau conditionnée sur place : 10 000 bouteilles en 1870, 65 000 en 1874 et 150 000 à la fin du siècle. L'essor des thermes est facilité par la suppression des barrières douanières suite à l'annexion de la Savoie à la France en 1860. Les thermes sont desservis par un système de voiture à partir de Chambéry, des Echelles, de la gare de Lépin-le-Lac. Cependant, une lente perte d'intérêt des thermes de La Bauche s'amorce au début du XX^e siècle annonçant sa fermeture. Les curistes préfèrent les stations d'Aix-les-Bains ou de Thonon-les-Bains, mieux desservies par les trains et équipées de casinos et de grands hôtels. Les atouts des thermes de La Bauche, parmi lesquels son environnement et ses paysages, ne suffisent pas à maintenir son attrait. Les thermes ferment en 1936.

Plan du bâtiment de la source dit Établissement des eaux minérales de La Bauche, 1861. ADS 81S13.

La Source Germaine, une histoire d'eau à court terme

En novembre 1777, une source sulfureuse est découverte sur la commune de Saint-Pierre-d'Entremont, le long du torrent du Guiers entre le chef-lieu et le hameau de Saint-Même. Après une étude de la composition de l'eau, il est décidé de la commercialiser, au regard de ses qualités chimiques notamment dépuratives. Le père Juglar, prêtre de la paroisse de Saint-Pierre en Dauphiné, assure sa commercialisation dans les premières années. Un peu plus d'un siècle après la découverte de la source, en 1893, la « Société des Eaux Minérales de Saint-Pierre-d'Entremont » est créée pour l'exploitation de la source baptisée « Germaine ». Entre ces deux dates, l'histoire de la source est inconnue. Le promoteur du projet de la *Source Germaine*, un certain Monsieur Poche(r) un industriel parisien (?)

Étiquette commerciale des bouteilles de la Source Germaine, Archives municipales de Saint-Pierre-d'Entremont.



Bâtiment de la source de La Bauche, dit le Châlet, fin du XIX^e siècle.



Un projet de valorisation de la Source Germaine

La commune de Saint-Pierre-d'Entremont souhaite valoriser et projette d'aménager un sentier pédestre partant du chef-lieu, longeant le torrent du Guiers-Vif, jusqu'au site de la source. Une étude architecturale est actuellement menée pour aménager les abords et rendre visible les deux fosses où se trouvent les résurgences de la Source Germaine.



Vue de la Source Germaine avant valorisation, 2011.

Bibliographie

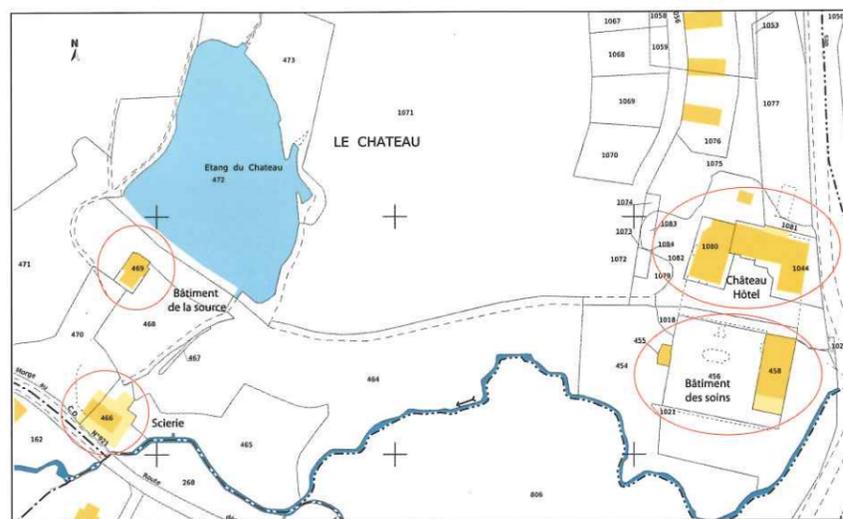
- M. Boyer, *Le thermalisme dans le grand Sud-Est de la France*, Presses universitaires de Grenoble, 2005.
- J. Pénez, *Histoire du thermalisme en France au XIX^e siècle*, Economica, 2004.
- P. Pasqualini, *Le thermalisme en Savoie*, L'histoire en Savoie, n°86, juin 1987.
- V. Barbier, *La Savoie thermale et minérale, monographie des eaux minérales des deux départements de la Savoie et de la Haute-Savoie*, Imprimerie Savoisiennne, 1878.
- C. Gauchon, *Thermalisme et tourisme en moyenne montagne deux stations des préalpes : Choranche et La Bauche*, CTHS, 1992.

entrepris, grâce à un habitant de Saint-Pierre-d'Entremont, les premiers travaux d'aménagement de la source, à savoir l'étanchéité et la mise hors d'eau. Il acquiert douze hectares de terrains à proximité de la source pour développer un complexe thermal. Le projet d'établissement balnéaire de Saint-Pierre-d'Entremont imaginé par l'architecte Franck Defoug, en 1894, est ambitieux. Il prévoit des équipements modernes : des douches laryngiennes, pharyngiennes et nasales, une salle de pulvérisation, des bains, des douches et un espace d'hydrothérapie complet. Un hôtel-casino de quinze chambres est envisagé pour compléter les services offerts aux curistes. Ce projet architectural ne verra pas le jour car il est en concurrence avec les thermes de Challes-les-Eaux qui dispose de la même nature d'eau. De plus, l'environnement et les équipements de Challes-les-Eaux sont plus attrayants pour les curistes désireux d'une vie

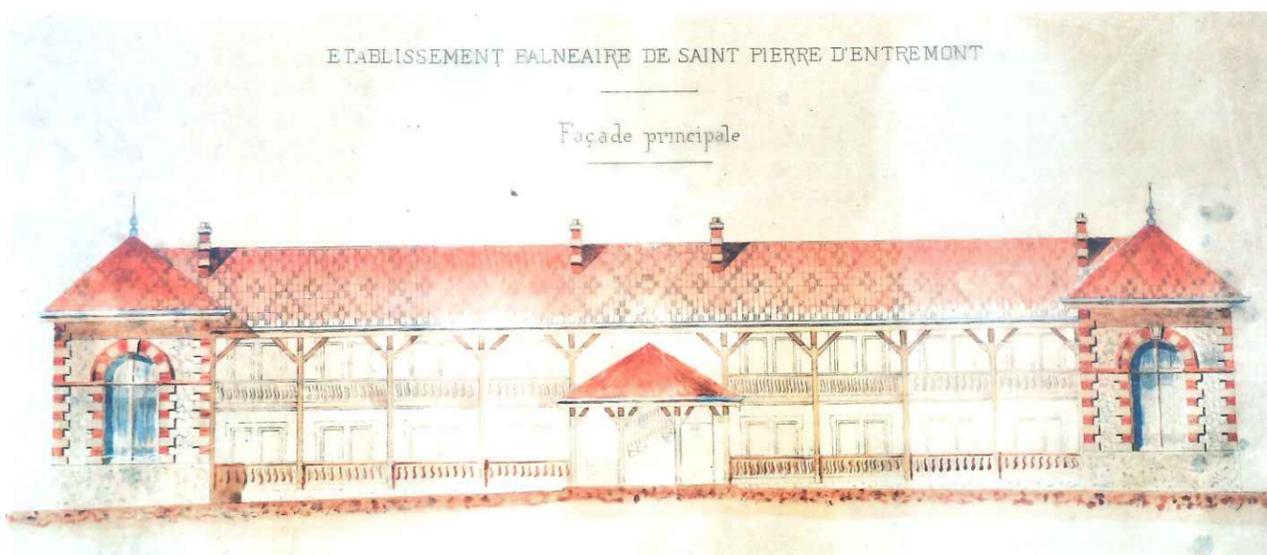
sociale et festive parallèle aux soins. La Source Germaine a été tout de même exploitée avec la commercialisation de bouteilles. Ainsi, seuls les premiers aménagements de la source ont été réalisés avec deux fosses équipées de robinets pour remplir les bouteilles estampillées Source Germaine. Nous ne connaissons pas la durée de l'exploitation des eaux de Saint-Pierre-d'Entremont, le peu d'historiographie et de témoignages sur le sujet laisse à penser à une période limitée probablement entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle.

Aujourd'hui, ce passé thermal est fragile, les Bauchois, les habitants de Saint-Pierre-d'Entremont, comme les Savoyards, connaissent peu ce patrimoine. L'inventaire du patrimoine de l'eau des Pays de Savoie a pour vocation de faire connaître l'histoire de ces sites appartenant au patrimoine de la Savoie.

Yannick Milleret



Distribution géographique des équipements des thermes de La Bauche-les-Bains.



Dessin de la façade principale du projet d'établissement thermal de la Source Germaine, 1894, Archives municipales de Saint-Pierre-d'Entremont.

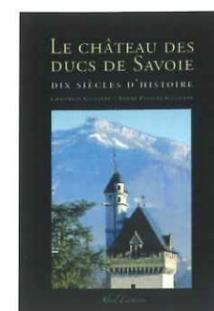
notes de lecture

Paysage... Landschaft... Paesaggio... L'impact des activités humaines sur l'environnement du Paléolithique à la période romaine

Actes du colloque du Groupe de travail pour les recherches préhistoriques en Suisse (GPS/AGUS), 15 et 16 mars 2007
Muséum d'histoire naturelle de Genève. Collectif, Cahiers d'archéologie romande n° 120, 2011, ISBN 978-2-88028-120-2 50 Francs suisses

Ces actes de colloque regroupent 21 contributions de spécialistes en préhistoire et en sciences naturelles. L'évocation du paysage sur une période aussi lointaine et longue nécessite l'intervention de plusieurs spécialités. Cette interdisciplinarité, rassemblée lors du colloque organisé par Jacqueline Studer, Mireille David-Elbiali et Marie Besse, a apporté une contribution essentielle sur l'environnement des régions alpines. Il s'est agi de reconstruire, aux moyens des connaissances les plus pointues, les paysages hérités et transformés par des populations du passé, du Paléolithique à l'époque romaine. Ce processus fait intervenir des données aussi variées que l'analyse topographique, l'analyse des restes végétaux et fauniques, ainsi que l'observation des sols fossiles... L'étude croisée de ces informations, et le recours au SIG (Système d'Information Géographique), outil de traitement d'informations spatialement référencées dont le but est de produire des cartes en deux ou trois dimensions, permet d'aboutir à un résultat très lisible.

L'ouvrage est organisé autour de quatre thématiques : Paysage végétal. Paysage et montagne : organisation de l'habitat dans les zones d'altitude. Paysage et habitat : organisation de l'habitat dans les milieux littoraux et terrestres. Paysage mosaïque : approches méthodologiques de l'étude du paysage.



Le Château des ducs de Savoie. 10 siècles d'histoire
par Christian Guilleré et André Palluel-Guillard, Altal éditions, 2011, ISBN 978-2-916-736-204, 35 €

Le monument emblématique de la Savoie manquait d'un ouvrage de référence. Ce volume, écrit par Christian Guilleré et André Palluel-Guillard, fait le point sur la recherche des étudiants de l'Université de Savoie sous l'autorité de ces deux historiens spécialistes de la Savoie. Philippe Raffaelli, conservateur du patrimoine, et Jean-François Grange-Chavanis, Architecte en chef des Monuments historiques, ont collaboré à cet ouvrage avec un regard contemporain qui met en perspective l'avenir du monument. Depuis 1295, date de son acquisition par le comte Amédée V de Savoie, jusqu'à sa fonction actuelle de siège de la Préfecture et du Conseil général de la Savoie, il a été tour à tour château-fort, résidence palatiale, siège du pouvoir administratif comtal, ducal puis royal et foyer religieux avec la Sainte-Chapelle et le Saint Suaire avant de devenir château national. Il témoigne de la riche histoire de la Savoie. Fruit d'un long travail de dépouillement d'archives et d'analyse de documents, les évolutions successives du château prennent vie au fil de la lecture.

Au cœur du XVI^e siècle en Savoie. La gabelle du sel de 1561

par Bruno Gachet, *Mémoire et documents n° CXIV de la SSHA*, ISBN 978-2-85092-019-6, 21 €
À la recherche de nouvelles recettes financières, le duc de Savoie Emmanuel-Philibert instaure en 1560 la gabelle du sel. Désormais, les États de Savoie possèdent le monopole de la vente de cette denrée indispensable. Le recensement effectué en 1561 pour la perception de la gabelle du sel est un document exceptionnel car il offre un instantané fiable et complet de la population savoyarde au XVI^e siècle. Il s'agit d'une fabuleuse source documentaire qui complète les registres

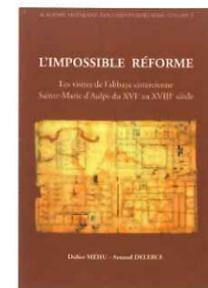
paroissiaux lacunaires. Pour analyser cette masse documentaire, l'auteur a procédé à un échantillonnage représentatif des différents bassins de vie à l'échelle de la Savoie : hautes et moyennes montagnes, plaines, régions frontalières, villes...

L'étude de ce document par Bruno Gachet nous éclaire sur la vie quotidienne au XVI^e siècle en Savoie : les habitants, les noms de famille et les prénoms, les biens, la nature et l'importance du bétail, les métiers, la religion, l'habitat souvent précaire... Une source inestimable pour l'histoire.



L'impossible réforme. Les visites de l'abbaye cistercienne Sainte-Marie-d'Aulps du XVI^e au XVIII^e siècle

par Didier Méhu et Arnaud Delerce, *Académie salésienne*, 2011, ISBN 978-2-901102-28-1, 20 €
La restauration de l'abbaye Sainte-Marie-d'Aulps s'est accompagnée d'un important travail de recherche qui a donné lieu à plusieurs parutions dont nous nous sommes largement fait l'écho dans nos précédentes notes de lecture. Voici la dernière publication dévolue à son histoire. Elle fait suite au dépouillement des comptes-rendus des visites faites régulièrement dans chaque abbaye-fille par l'abbaye-mère de Clairvaux. Ces procès-verbaux, appelés « cartes de visite », sont rarement parvenus jusqu'à nous, détruits ou perdus. Par chance, ceux de Sainte-Marie-d'Aulps, intégralement conservés pour l'époque moderne, nous sont restitués dans cet ouvrage, précédés d'une longue notice introductive évoquant le



contexte religieux particulier de la Réforme catholique, réforme assumée sans ambiguïté par les moines de l'abbaye de Tamié mais invariablement refusée par les moines d'Aulps... visible-ment peu enclins à se réformer...



La Savoie terre ouverte. Occupations, annexions, révolutions
sous la direction de Sylvain Milbach, *L'histoire en Savoie n° 20, SSHA*, 2010, ISBN 978-2-85092-018-9, 21 €

Cet ouvrage rassemble les contributions de différents chercheurs à un cycle de conférences proposées par la Ville de Chambéry lors des commémorations du 150^e anniversaire du Rattachement de la Savoie à la France et dont le thème était « Savoie occupée, Savoie annexée ». Il s'agissait de restituer la particularité d'un territoire, la Savoie, et de son histoire, en considérant le fait de l'Annexion. Au gré de ces différents regards, des constantes apparaissent : la Savoie est une terre de frontière qui, pour exister dans le concert des nations européennes, a dû s'ouvrir à l'extérieur, parfois douloureusement ce dont témoignent les occupations successives françaises et espagnole. Cette ouverture se traduit également par l'effervescence des idées, surtout libérales mais aussi conservatrices. Le processus politique témoigne de la lente intégration des populations à la chose publique, dont le fruit est le débat d'opinion. Les Savoyards s'engagent pour les uns vers l'Italie, au travers de la fidélité à la dynastie des Savoie, pour les autres vers la Suisse, et pour la majorité vers la France. Une contribution essentielle pour mieux comprendre l'état de l'opinion savoyarde avant le basculement en faveur de la France au milieu du XIX^e siècle.

Ouvrières et ouvriers de la Manufacture d'Anancy. 1830-1914

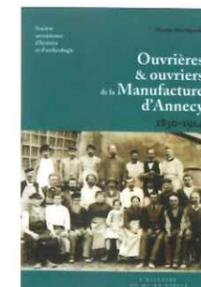
par Nicolas Martignoles, *L'histoire en Savoie n° 21, SSHA*, 2011, ISBN 978-2-85092-019-6, 21 €
Au travers de l'exemple de la Manufacture d'Anancy, objet de son mémoire de maîtrise dont le présent ouvrage est le texte



NOTES DE LECTURE

vulgarisé. Nicolas Martignoles analyse l'impact sur les ouvriers de l'essor d'une industrialisation textile, puis de son déclin. Sa réussite bénéficie de facteurs convergents favorables comme la présence d'une énergie accessible en grande quantité et peu chère, d'une main d'œuvre qualifiée de faible coût et de la proximité du marché français. Son agonie procédera des effets inverses : énergie devenue moins compétitive, main-d'œuvre devenue chère, difficulté d'approvisionnement en matières premières face à la mondialisation du marché. L'auteur s'attache à étudier ouvriers et ouvrières qui ont travaillé sur ce site de production. Il décrit leurs conditions de vie : rudesse du travail, faiblesse des salaires, précarité de l'emploi. Il étudie les rapports entre misère et délinquance, pour mieux dénoncer ce rapprochement trop simple pour être vrai. Il démontre, qu'en réalité, tout en étant miséreuses, les classes populaires qui travaillaient à la Manufacture d'Anancy accédèrent à la reconnaissance sociale.

Vinciane Néel



- Actualités patrimoines **3 à 5**
- Collections départementales **6 à 8**
- Pays d'art et d'histoire **9**
- Musées **10 & 11**
- Patrimoine remarquable **12 & 13**
- Antiquités & objets d'art **14 & 15**
- Dossier – Archiv'Alp, patrimoine audiovisuel **16 à 19**
- Architecture & environnement **20 & 21**
- Archéologie **22 à 27**
- Archives départementales **28 & 29**
- Patrimoine olympique **30 & 31**
- Inventaire **32 à 34**
- Livres **35**



CONSEIL GENERAL

